

Les universités canadiennes dans le monde

/2014

Enquête de l'AUCC sur l'internationalisation

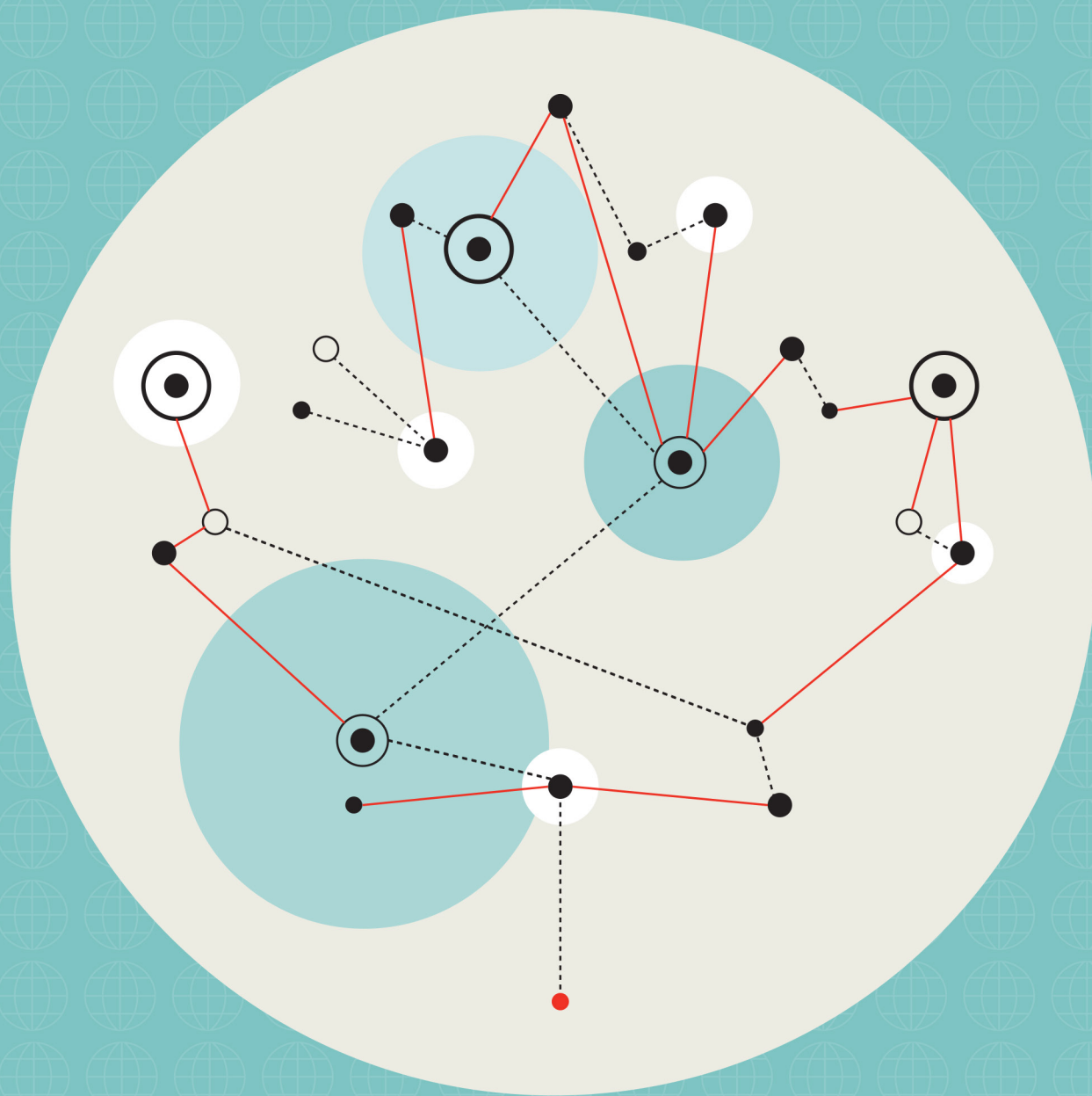


Table des matières

01 Message du président-directeur général	ALIMENTER LA RÉFLEXION	FIGURES
03 Avant-propos	03 Internationalisation globale	05 Figure 1 : Points saillants de l'enquête sur l'internationalisation de 2006 et de 2014
06 Méthodologie	09 Mesure et évaluation	10 Figure 2 : Priorités des établissements en matière d'internationalisation
07 Chapitre 1 La dimension globale de l'internationalisation des établissements	18 Vers des partenariats plus stratégiques	11 Figure 3 : Pays définis par les établissements comme des priorités en matière d'internationalisation
15 Chapitre 2 Les partenariats et les activités des établissements à l'étranger	21 Quels étudiants profitent de l'internationalisation?	12 Figure 4 : Raisons de promouvoir et d'intégrer une dimension internationale
19 Chapitre 3 Mobilité étudiante	30 Les tendances en matière d'internationalisation des campus	13 Figure 5 : Facteurs d'intensification de l'internationalisation au cours des trois dernières années
27 Chapitre 4 L'enseignement, l'apprentissage et la participation du corps professoral	34 La coopération administrative à l'appui de la recherche internationale	16 Figure 6 : Changements de démarches des établissements relativement aux partenariats internationaux au cours des trois dernières années
31 Chapitre 5 La collaboration internationale en matière de recherche	35 Exemples de collaboration internationale en matière de recherche	17 Figure 7 : Pays ciblés par les partenariats internationaux
37 Chapitre 6 Dans quelles régions du monde les universités canadiennes sont-elles présentes?	38 Des tendances difficiles à changer en matière de mobilité étudiante vers l'étranger	20 Figure 8 : Possibilités d'expériences internationales offertes en 2012-2013
40 Conclusion		22 Figure 9 : Pays ou régions définis par les établissements comme suscitant un intérêt élevé chez les étudiants
41 Annexe A: Membres du comité consultatif de l'enquête sur l'internationalisation		24 Figure 10 : Activités financées pour recruter des étudiants à temps plein dans des programmes menant à un grade en 2012-2013
41 Annexe B: Établissements membres de l'AUCC qui ont répondu à l'enquête		25 Figure 11 : Principaux pays d'origine des étudiants étrangers dans les universités canadiennes
		26 Figure 12 : Services de soutien offerts aux étudiants étrangers sur les campus canadiens
		29 Figure 13 : Activités d'internationalisation inscrites au programme d'enseignement officiel
		32 Figure 14 : Le Canada, portail sur le monde : Caractéristiques de la collaboration internationale en matière de recherche
		33 Figure 15 : Services fournis par les universités pour soutenir la recherche internationale

Message du président-directeur général



À titre de porte-parole des universités du Canada au pays et à l'étranger, l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) est fière de présenter les résultats de son enquête de 2014 sur l'état de l'internationalisation dans les universités canadiennes. Aucun survol aussi complet de l'ouverture sur le monde des établissements membres de

l'AUCC n'a été effectué depuis sa dernière enquête sur le sujet en 2006. Seule enquête de ce type au Canada, elle démontre le progrès considérable accompli par nos universités et oriente les actions futures.

Je suis particulièrement heureux de l'excellent taux de participation des établissements membres. Quatre vingts pour cent d'entre eux ont répondu à l'enquête, ce qui signifie en soi que les universités canadiennes participent pleinement à l'internationalisation et ont la question à cœur. Les établissements qui ont répondu représentent collectivement plus de 85 pour cent des étudiants universitaires canadiens et réalisent environ 92 pour cent des travaux de recherche universitaire financés par les organismes subventionnaires fédéraux de la recherche.

Depuis la dernière enquête de l'AUCC, le contexte mondial a beaucoup changé. De grands progrès ont été réalisés sur le plan des politiques afin de faire avancer le Canada vers ses objectifs d'internationalisation. Le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement (MAECD) et le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada ont mis au point la marque « Imagine Education in/au Canada » pour faire la promotion de l'éducation canadienne à l'étranger. La plus récente étude financée par le MAECD démontre que, selon les données de 2010, les étudiants étrangers rapportent près de huit milliards de dollars à l'économie canadienne par année. Plus récemment, le gouvernement fédéral a publié la toute première stratégie nationale du Canada en matière d'éducation internationale. Les universités ont élargi et accru leurs activités d'internationalisation, faisant avancer les programmes de diplomatie et de commerce du Canada. La collaboration avec le Brésil constitue un exemple de relation bidirectionnelle transformée par les efforts et l'engagement du

secteur de l'éducation. Les dirigeants universitaires ont tissé des liens avec leurs homologues des grandes puissances émergentes du monde dans le cadre des missions des recteurs organisées par l'AUCC en Inde, au Brésil et au Mexique.

Nous avons fait beaucoup de progrès, mais pouvons en faire encore davantage. Les résultats de l'enquête de 2014 orienteront les efforts continus du milieu universitaire dans des domaines comme la recherche ouverte sur le monde, l'accroissement de la mobilité des étudiants vers des pays importants pour les relations diplomatiques et commerciales, et le développement des compétences des étudiants qui formeront une main-d'œuvre branchée sur le monde. L'enquête permettra aussi aux établissements membres d'examiner les tendances canadiennes en matière d'internationalisation afin de comparer leur propre rendement.

Je remercie sincèrement le groupe d'experts de renommée mondiale dont les idées ont renforcé la formulation de cette enquête et l'analyse de ses résultats :

- **Sara Diamond**, rectrice, OCAD University
- **Eva Egron-Polak**, secrétaire générale et directrice exécutive, Association internationale des universités (AIU)
- **Rhonda Friesen**, gestionnaire du bureau des relations internationales, University of Manitoba
- **Robin Helms**, spécialiste de programme principale pour les initiatives de recherche, American Council on Education (ACE)
- **Kris Olds**, professeur et chef du département de géographie, Université du Wisconsin-Madison
- **Daniel Woolf**, principal et vice-chancelier, Queen's University

Paul Davidson,
Président-directeur général



Avant-propos

Contexte contemporain en matière d'internationalisation des universités

Au cours des dernières décennies, la mondialisation est devenue un courant omniprésent dans l'évolution de l'enseignement supérieur. De nos jours, presque tous les établissements du Canada et du monde participent dans une certaine mesure à des activités qui visent à établir des liens avec l'étranger et à permettre d'acquérir des compétences internationales aux étudiants, aux professeurs et au personnel administratif. La mise sur pied de telles activités à de nombreux niveaux dans les universités constitue maintenant une partie essentielle de la planification, des structures et des programmes des établissements; un phénomène connu comme l'internationalisation de l'enseignement supérieur.

Ces activités ont pour toile de fond de nombreux facteurs qui forgent la situation nationale et internationale de l'enseignement supérieur. Les universités sont de plus en plus appelées à démontrer leur pertinence économique pour la société, y compris par leurs activités d'internationalisation; on note une concurrence accrue pour le prestige, le financement et le recrutement des étudiants sur les plans national et international, et la recherche fait de plus en plus appel aux partenariats et aux copublications internationales.

Bien que ces divers facteurs et processus soient souvent qualifiés de phénomènes d'internationalisation, la définition de l'AUCC fait référence aux « efforts déployés par les établissements pour intégrer une dimension internationale, mondiale et interculturelle aux fonctions d'enseignement, de recherche et de service des universités ». Il importe de noter que le terme « internationalisation » ne désigne pas un ensemble figé d'objectifs et de processus qui se manifestent de la même façon partout. L'internationalisation se fait avec plus ou moins d'insistance, à différents rythmes et de diverses manières selon l'établissement, la région et le pays. La présente enquête se penche sur l'état de l'internationalisation dans les établissements universitaires canadiens.

Les universités canadiennes entreprennent des activités d'internationalisation pour plusieurs raisons. Les deux plus courantes sont traditionnellement liées à l'enseignement : former des diplômés ouverts sur le monde dotés de compétences adaptées aux emplois d'aujourd'hui et de demain, et favoriser la recherche et l'activité savante branchées sur le monde. D'autres motifs sont plus directement liés au bien-être et à la prospérité des Canadiens. L'interna-

Alimenter la réflexion

Internationalisation globale

Il est généralement admis que la façon dont les universités s'internationalisent est diversifiée et se doit de l'être. Néanmoins, certains experts ont tenté de formuler ce que devrait être l'engagement global d'un établissement à atteindre cet objectif. L'American Council on Education, par exemple, définit l'internationalisation globale comme :

« [...] un processus stratégique et coordonné qui vise à harmoniser et à intégrer des politiques, des initiatives et des programmes internationaux et qui place les collèges et les universités comme des établissements plus ouverts et branchés sur le monde. Ce processus requiert un engagement clair des hauts dirigeants de l'établissement, a des répercussions évidentes sur le programme d'enseignement et sur un grand éventail de personnes, de politiques et de programmes, et entraîne une intégration profonde et continue des perspectives et des activités internationales dans tout l'établissement. »¹

Une telle vision globale n'est peut-être pas envisageable pour tous les établissements, mais constitue un objectif bien intégré qui a de la portée.



¹ American Council on Education, *Mapping Internationalization on U.S. Campuses: 2012 Edition* (Washington DC: ACE, 2012), p. 3.

Avant-propos

l'internationalisation des universités contribue à produire une main-d'œuvre nationale plus concurrentielle à l'échelle mondiale et attire des étudiants étrangers ayant le potentiel de devenir les citoyens et les travailleurs dont nous avons besoin. Certaines universités considèrent aussi que leurs activités d'internationalisation font avancer le développement international et appuient la diplomatie scientifique grâce à des partenariats avec les universités et les chercheurs étrangers.

Attirer les étudiants étrangers, dont les frais de scolarité constituent des revenus supplémentaires et (dans certains cas) compensent pour la diminution des inscriptions au pays, peut également être un motif d'internationalisation pour les universités. De plus, les partenariats internationaux sont devenus nécessaires au maintien du prestige en cette ère de farouche concurrence dans les classements nationaux et mondiaux des universités. Certains observateurs de tendances dans le milieu de l'enseignement supérieur déplorent l'influence croissante qu'ont les considérations financières, la concurrence et le prestige sur l'internationalisation.

En quoi cette enquête est importante

La dernière enquête de l'AUCC sur l'internationalisation des universités canadiennes a été réalisée en 2006, il y a huit ans. Depuis, l'intensité et la portée des activités d'internationalisation des universités ont augmenté de façon marquée. Il est essentiel de mettre à jour nos connaissances pour évaluer les progrès et recueillir des données afin d'éclairer les prochaines initiatives d'internationalisation des établissements. Les résultats présentés dans le présent rapport dressent un portrait fiable des activités d'internationalisation déployées dans l'ensemble du pays.

Fait important à noter : le gouvernement fédéral a récemment reconnu l'enseignement international comme un secteur prioritaire dans son Plan d'action sur les marchés mondiaux annoncé en novembre 2013. En janvier 2014, il a publié la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale, qui décrit l'engagement d'Ottawa à accroître les efforts du Canada en matière d'éducation internationale entre autres en augmentant le nombre d'étudiants étrangers au Canada, en se concentrant sur certains marchés prioritaires en éducation, en augmentant le nombre de Canadiens qui étudient à l'étranger, en favorisant la collaboration entre les établissements d'enseignement et de recherche canadiens et étrangers et en promouvant les modèles d'éducation canadiens et la prestation de cours en ligne dans le monde entier.

La stratégie témoigne de l'intérêt accru du gouvernement fédéral pour un domaine où les universités sont déjà chefs de file. Elle pousse aussi le gouvernement à collaborer étroitement avec les provinces et le secteur de l'éducation en effectuant des consultations régulières et en nommant un délégué commercial affecté exclusivement au secteur.

Les résultats de la présente enquête contribueront à éclairer les politiques et les initiatives des gouvernements provinciaux et fédéral au cours des prochaines années.

Un cadre de réflexion élargi

Maintenant que la discussion mondiale sur l'internationalisation dans le secteur de l'enseignement supérieur a atteint une maturité relative, la réflexion sur les valeurs, les retombées, les avantages et les risques de l'internationalisation émerge. Certaines universités canadiennes qui ont une longue expérience de l'internationalisation sont mûres pour intégrer de telles réflexions sur les valeurs dans leurs propres initiatives. Les universités qui commencent leurs activités d'internationalisation doivent plutôt se concentrer sur la mise en œuvre et les structures administratives. Dans un cas comme dans l'autre, les établissements doivent être conscients des enjeux liés aux objectifs, aux valeurs et aux répercussions et en tenir compte. Afin de favoriser la réflexion sur ces enjeux, le présent rapport les définit dans les encadrés « Alimenter la réflexion ».

Quoi de neuf en ce qui concerne l'internationalisation des universités canadiennes?

- La plus importante constatation de l'enquête porte sur la place de premier plan qu'accordent les universités à l'internationalisation. Pour 95 pour cent des universités, l'internationalisation fait partie de leur planification stratégique, et elle fait partie des cinq grandes priorités pour 82 pour cent d'entre elles. Cet engagement est profondément ancré chez la haute direction de la plupart des établissements et se traduit par une accélération du rythme : 89 pour cent des participants ont affirmé que l'internationalisation sur leur campus s'était intensifiée (soit grandement ou moyennement) au cours des trois dernières années.
- L'engagement des universités à l'égard de l'internationalisation se précise. Par exemple, la recherche de partenariats de grande qualité (par opposition à la volonté d'établir de nombreux partenariats) constitue une priorité pour 79 pour cent des participants. Les initiatives sont aussi de plus en plus évaluées :

Avant-propos

FIGURE 1

Points saillants de l'enquête sur l'internationalisation de 2006 et de 2014

		2006	2014
5	L'internationalisation et la collaboration internationale constituent une des cinq grandes priorités des documents de planification stratégique ou à long terme	77 %	82 %
	Étudiants à temps plein au premier cycle qui ont participé à une expérience internationale menant à l'obtention de crédits	2,2 %	2,6 %*
	Universités qui offrent un programme d'orientation à l'arriver	89 %	93 %
	Établissements qui ont entrepris des initiatives pour internationaliser leur programme d'enseignement	41 %	72 %
	Évaluation des retombées ou des progrès des activités d'internationalisation à l'échelle de l'établissement	27 %	44 %

*3,1 % des étudiants à temps plein au premier cycle, ont participé à une expérience internationale menant à l'obtention de crédit ou non (ou environ 25 000 étudiants)

aujourd'hui, 59 pour cent des universités canadiennes ont intégré le suivi de leurs stratégies d'internationalisation dans leurs procédures d'évaluation et d'assurance de la qualité, et un peu plus de 60 pour cent évaluent le soutien qu'elles offrent aux étudiants étrangers.

- Le recrutement d'étudiants au premier cycle est au sommet des priorités en matière d'internationalisation des établissements : 45 pour cent des établissements l'ont définie comme leur grande priorité et 70 pour cent l'ont classée parmi les cinq plus importantes. Suivent la création de partenariats stratégiques avec des établissements étrangers et de la collaboration internationale en matière de recherche universitaire.
- En ce qui concerne l'éducation canadienne à l'étranger, plus de 80 pour cent des universités participantes offrent un programme menant à un grade ou à un certificat à l'étranger en collaboration avec des partenaires internationaux, et 97 pour cent d'entre elles offrent aux étudiants canadiens la possibilité de suivre des cours à l'étranger.

- Toutefois, la mobilité des étudiants à l'étranger reste faible : seulement 3,1 pour cent des étudiants à temps plein au premier cycle (environ 25 000) ont vécu une expérience à l'étranger en 2012-2013, et seulement 2,6 pour cent ont eu une expérience menant à l'obtention de crédits à l'extérieur du Canada (ce qui représente une très légère hausse par rapport aux 2,2 pour cent de 2006). Les coûts et la rigidité des programmes d'études et des politiques de transfert de crédits sont perçus comme des obstacles majeurs à la croissance de la mobilité étudiante.
- La Chine demeure à tous points de vue le principal pays visé par les activités d'internationalisation des universités canadiennes. Bien que les universités aient tendance à fortement concentrer leurs efforts d'internationalisation sur les puissances en développement, les étudiants préfèrent les destinations classiques que représentent les pays anglophones et les grands pays de l'Europe occidentale.

Méthodologie

L'enquête sur l'internationalisation de l'AUCC a été réalisée afin de mieux connaître les façons dont les universités canadiennes s'ouvrent sur le monde. Afin d'explorer l'éventail des priorités, des pratiques et des politiques des établissements, l'enquête porte sur les cinq catégories suivantes :

- Dimension globale de l'internationalisation des établissements
- Partenariats et activités des établissements à l'étranger
- Mobilité étudiante
- Enseignement, apprentissage et participation du corps professoral
- Collaboration internationale en matière de recherche

Afin de permettre la comparaison longitudinale, le questionnaire reprenait bon nombre de questions posées en 2006. Toutefois, des questions sur plusieurs nouveaux thèmes et facteurs qui forgent les activités ont été ajoutées afin de faire état de l'évolution du contexte international en matière d'enseignement supérieur. Le questionnaire comprenait aussi des questions déjà posées dans des enquêtes semblables effectuées par d'autres associations d'universités nationales et internationales dans le but de permettre la comparaison interrégionale. Les questions et le format de l'enquête ont été perfectionnés selon les conseils d'un prestigieux comité consultatif international (voir l'annexe A).

En mai 2014, des messages électroniques invitant les membres de l'AUCC à répondre au questionnaire en ligne ont été envoyés. Les chefs d'établissement de 97 universités et collèges universitaires publics et privés à but non lucratif ont été invités à répondre aux questions sur la dimension de l'internationalisation liée aux établissements et sur les priorités de l'établissement. Les autres sections ont été remplies par des administrateurs de haut rang concernés de chaque établissement. Nous avons obtenu un excellent taux de participation de 80 pour cent (voir l'annexe B pour la liste des établissements participants).

Le présent rapport reprend chacun des thèmes abordés dans le cadre de l'enquête. À ces sections thématiques, nous avons ajouté une section finale qui fait un survol géographique des priorités et des activités des universités canadiennes afin de situer les nouvelles tendances. Ce survol permettra aux intervenants de voir dans quelles parties du monde les universités canadiennes concentrent leurs activités et d'évaluer si leurs priorités se conforment aux priorités des établissements à l'interne et aux priorités, aux occasions et aux risques externes.



La dimension globale de l'internationalisation des établissements





JAMAICA

HAITI

DOMINICAN REPUBLIC

WISA



La dimension globale de l'internationalisation des établissements

L'internationalisation d'une université se fait à l'échelle de l'établissement, nécessite la participation de nombreux départements et comporte des activités individuelles. Il est donc capital de chercher à comprendre les priorités et les pratiques des universités canadiennes dans leur globalité afin de dresser un portrait complet de leur internationalisation. Comment et dans quelle mesure les universités font-elles de l'internationalisation une priorité et l'intègrent-elles dans leur planification stratégique? Comment attribuent-elles les ressources nécessaires à l'internationalisation à l'échelle de l'établissement et comment évaluent-elles les progrès vers l'atteinte de cet objectif?

Plus de 95 pour cent des universités indiquent que leurs documents de planification à long terme ou stratégique font (89 pour cent) ou feront (sept pour cent) explicitement référence à l'internationalisation ou à la collaboration internationale. Parmi celles-ci, 82 pour cent déclarent aussi que l'internationalisation constitue l'une des cinq principales priorités de leurs plans généraux. Les résultats combinés démontrent un solide engagement canadien à l'ouverture sur le monde. Aujourd'hui, plus des quatre cinquièmes des universités canadiennes déclarent que l'internationalisation constitue une des principales priorités de leur planification. Des variations régionales sont frappantes : tous les établissements du Québec qui ont répondu à l'enquête comptent l'internationalisation ou la collaboration internationale parmi leurs cinq grandes priorités, contre seulement 70 pour cent des établissements ontariens.²

Bien que les réponses à ces deux questions ressemblent à celles obtenues par l'AUCC en 2006, elles témoignent d'un nombre croissant d'universités qui font le suivi de leurs engagements internationaux et les évaluent. En 2006, seulement 32 pour cent avaient déclaré que leurs procédures d'évaluation et d'assurance de la qualité faisaient explicitement référence à l'internationalisation ou à la collaboration internationale. L'augmentation observée en 2014 est substantielle : 39 pour cent ont mis en place de telles procédures, et 20 pour cent sont sur le point de le faire. Les établissements québécois se démarquent encore : 70 pour cent font explicitement référence à l'internationalisation ou à la collaboration internationale dans leurs procédures d'évaluation et d'assurance de la qualité, comparativement à 50 pour cent dans l'Ouest canadien, la région qui figure au deuxième rang.

Alimenter la réflexion

Mesure et évaluation

L'intérêt porté à la mesure et à l'évaluation des activités d'internationalisation des universités a connu une importante progression au cours de la dernière décennie. Comme ces activités visent l'atteinte d'objectifs clés pour les universités, il importe d'examiner dans quelle mesure les plans et les ressources investis leur permettent réellement de les atteindre. Selon l'experte en éducation internationale Madeleine Green, « il existe de nombreuses raisons de mesurer l'internationalisation : comme composante de la performance globale de l'établissement, pour juger de l'efficacité de la stratégie d'internationalisation de l'établissement ou de ses composantes, pour effectuer des comparaisons avec d'autres établissements et pour améliorer les programmes et les pratiques en matière d'internationalisation. »³

La mesure des activités d'internationalisation peut se concentrer sur les intrants (les ressources affectées, les options offertes), sur les extrants (combien d'activités et quels types d'activité) et sur les résultats (les retombées sur les personnes et l'atteinte d'objectifs importants pour l'établissement). De plus, comme M^{me} Green le fait remarquer, les résultats des activités d'internationalisation peuvent être mesurés selon des cadres distincts, bien qu'ils se chevauchent, par exemple, le rendement de l'établissement et des départements d'une part, et les résultats pour l'apprentissage des étudiants d'autre part.

Aujourd'hui, plus des quatre cinquièmes des universités canadiennes déclarent que l'internationalisation constitue une des principales priorités de leur planification.

² Les variations régionales des résultats à l'enquête au sein du Canada sont ventilées dans les catégories suivantes : Est (Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador, Nouvelle-Écosse et Île-du-Prince-Édouard), Québec, Ontario et Ouest (Alberta, Colombie-Britannique, Manitoba et Saskatchewan). La population sondée était composée de 14 établissements de l'Est, de 14 du Québec, de 23 de l'Ontario et de 23 de l'Ouest.

³ Madeleine F. Green, *Measuring and Assessing Internationalization* (NAFSA: Association of International Educators, 2012), p. 2.

La dimension globale de l'internationalisation des établissements

Cependant, si l'on tient compte des procédures en cours d'élaboration, les deux régions affichent un résultat bien supérieur à 70 pour cent.

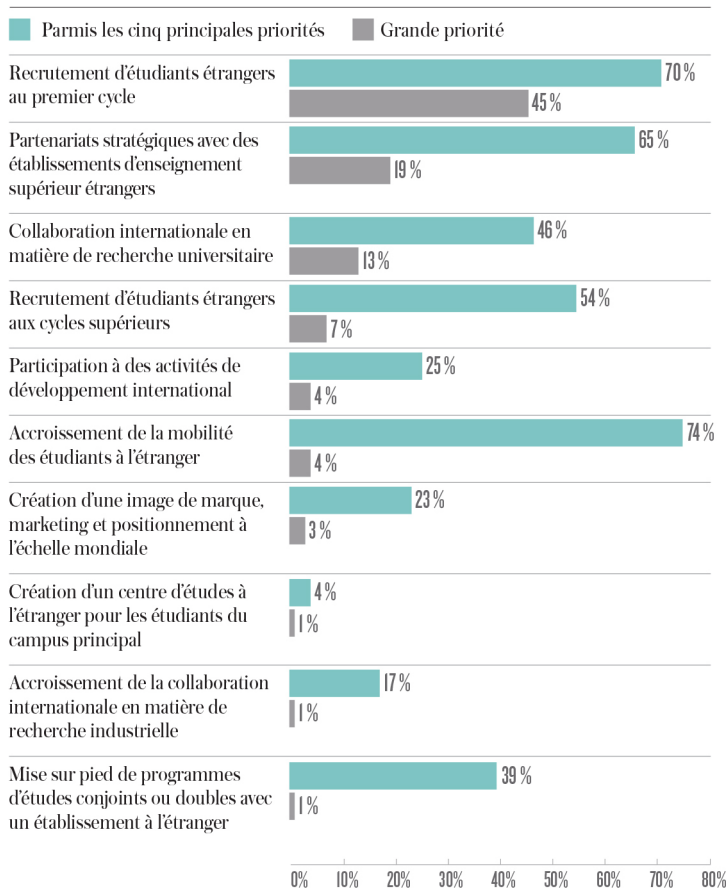
En ce qui concerne les secteurs d'activité universitaire précis, 54 pour cent des universités indiquent disposer d'une stratégie qui fait référence à la collaboration internationale en matière de recherche, tandis que 20 pour cent indiquent être en train d'en élaborer une. Cette question n'avait pas été posée en 2006, mais les résultats suggèrent une forte expansion. Une politique ou une stratégie qui vise à internationaliser l'enseignement, la recherche et les services existe actuellement dans 41 pour cent des universités, et est en cours d'élaboration dans 40 pour cent. Quarante-quatre pour cent des universités ont effectué une évaluation générale des retombées ou des progrès de leurs activités d'internationalisation au cours des cinq dernières années (une hausse notable par rapport aux 27 pour cent de 2006).

1.1 L'orientation des priorités en matière d'internationalisation

Parmi les établissements, le recrutement d'étudiants au premier cycle constitue la priorité la plus courante en matière d'internationalisation : 45 pour cent l'ont définie comme leur grande priorité et 70 pour cent l'ont classée parmi les cinq principales. Suivent la conclusion de partenariats stratégiques avec des établissements d'enseignement supérieur étrangers (19 pour cent) et l'accroissement de la collaboration internationale en matière de recherche universitaire (13 pour cent). L'accroissement du recrutement d'étudiants étrangers aux cycles supérieurs et l'accroissement de la mobilité des étudiants à l'étranger figurent également parmi les cinq priorités les plus courantes pour les efforts d'internationalisation.

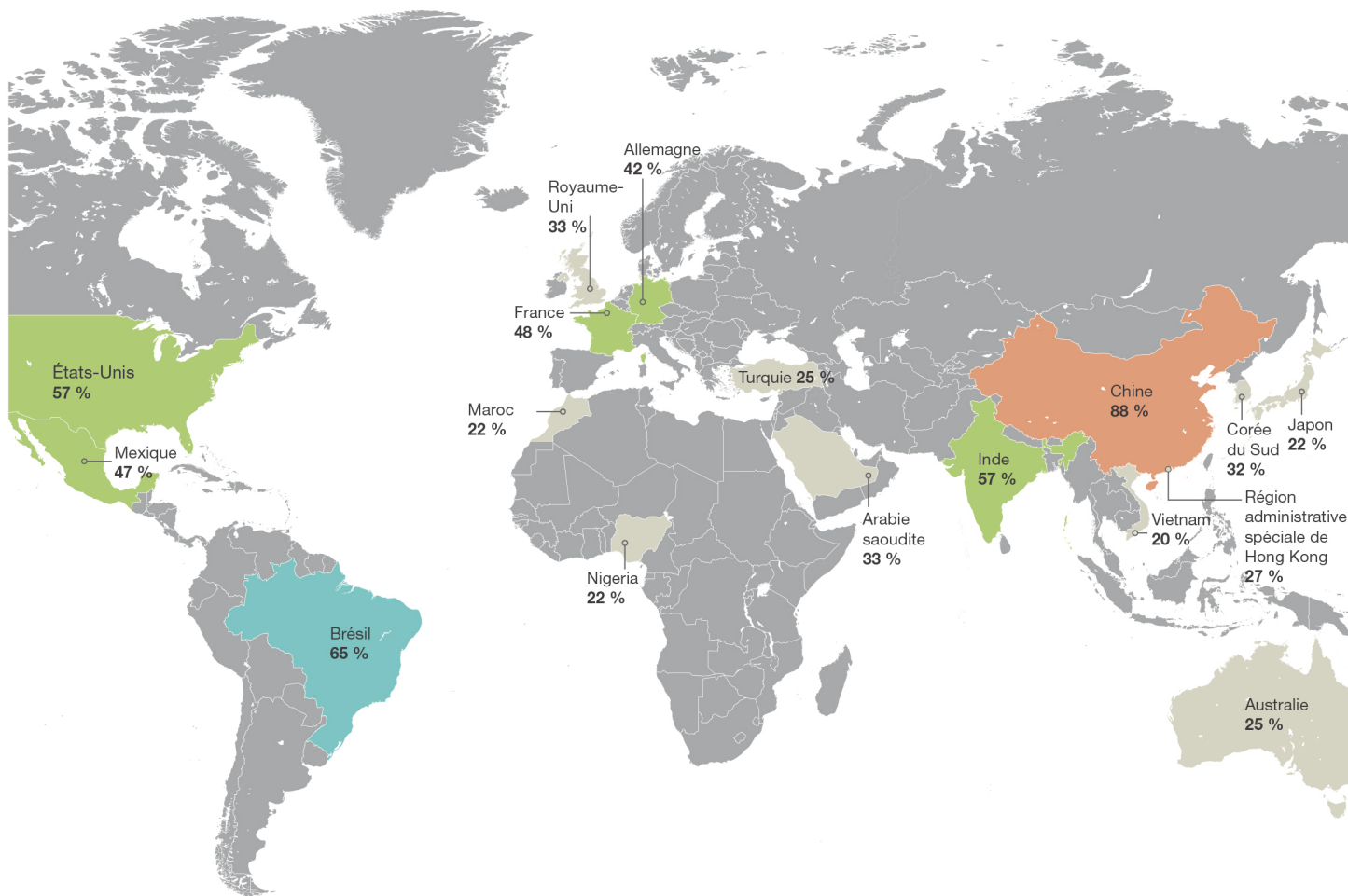
La plupart de ces réponses ressemblent à celles données par les universités canadiennes et américaines qui ont répondu à l'enquête mondiale publiée en 2014 par l'Association internationale des universités.⁴ Cette enquête a permis de découvrir que les trois grandes priorités des établissements nord-américains en matière d'internationalisation sont la mobilité des étudiants à l'étranger, le recrutement d'étudiants étrangers au premier cycle et l'internationalisation des programmes d'études. La différence (la priorité accordée à la formation de partenariats stratégiques avec des établissements d'enseignement supérieur étrangers plutôt qu'au développement des programmes d'études) suggère que les universités canadiennes se concentrent davantage sur les retombées de

FIGURE 2
Priorités des établissements en matière d'internationalisation



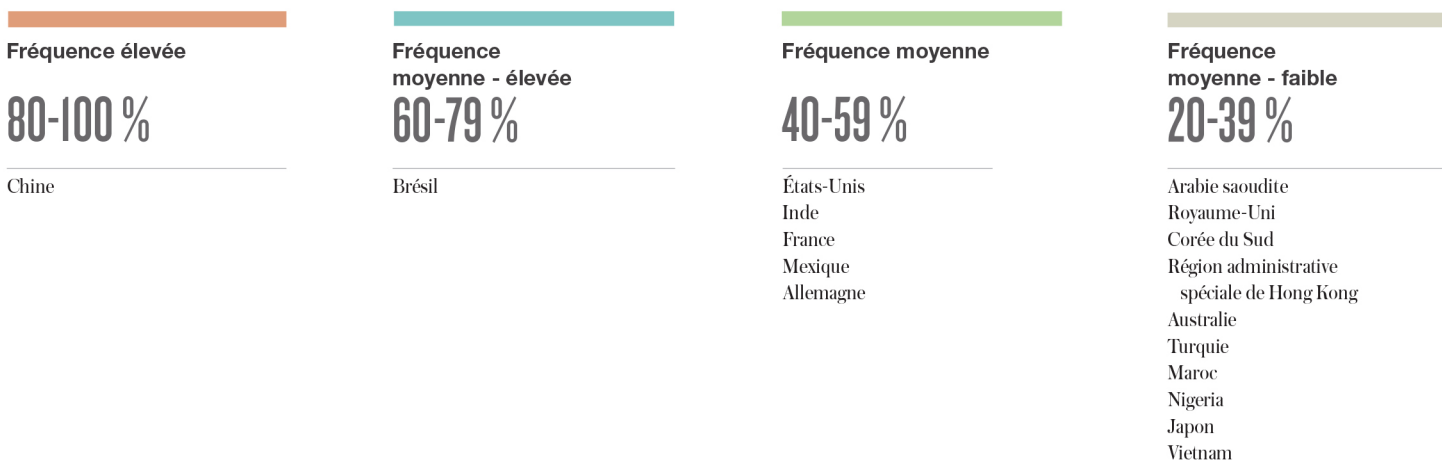
⁴ Egron-Polak and Hudson, *Internationalization of Higher Education*, p. 79.

La dimension globale de l'internationalisation des établissements



Les pays sous la barre des 20 % n'ont pas été inclus.

FIGURE 3
Pays définis par les établissements comme des priorités en matière d'internationalisation



La dimension globale de l'internationalisation des établissements

L'internationalisation sur les établissements que sur ses retombées sur l'enseignement. (À titre de comparaison, l'enquête de l'Association internationale des universités a révélé qu'en matière d'internationalisation, les universités européennes avaient pour priorités les occasions de mobilité à l'étranger pour les étudiants, la collaboration internationale en matière de recherche et l'internationalisation des programmes d'études.)

Au moins 86 pour cent des universités canadiennes définissent des priorités géographiques pour leurs activités internationales. Celles qui le font se concentrent le plus souvent sur la Chine, le Brésil, l'Inde, les États-Unis, la France, le Mexique et l'Allemagne (en ordre décroissant). La Chine arrive en tête et représente la priorité de 88 pour cent des universités canadiennes (suivent le Brésil avec 65 pour cent, et l'Inde et les États-Unis avec 57 pour cent chacun). La façon dont ces priorités se répercutent dans divers aspects des activités d'internationalisation universitaires sera examinée tout au long de ce rapport, puis un survol des priorités et des engagements par région géographique sera présenté dans la dernière section.

Sur le plan des variations régionales canadiennes, la Chine demeure une priorité pour les universités de l'ensemble du Canada, alors que l'Inde est prisée par l'Ouest, et la France par le Québec. Bien qu'une grande priorité soit accordée au Brésil dans les quatre régions, on observe un intérêt légèrement plus faible pour ce pays dans l'Ouest.

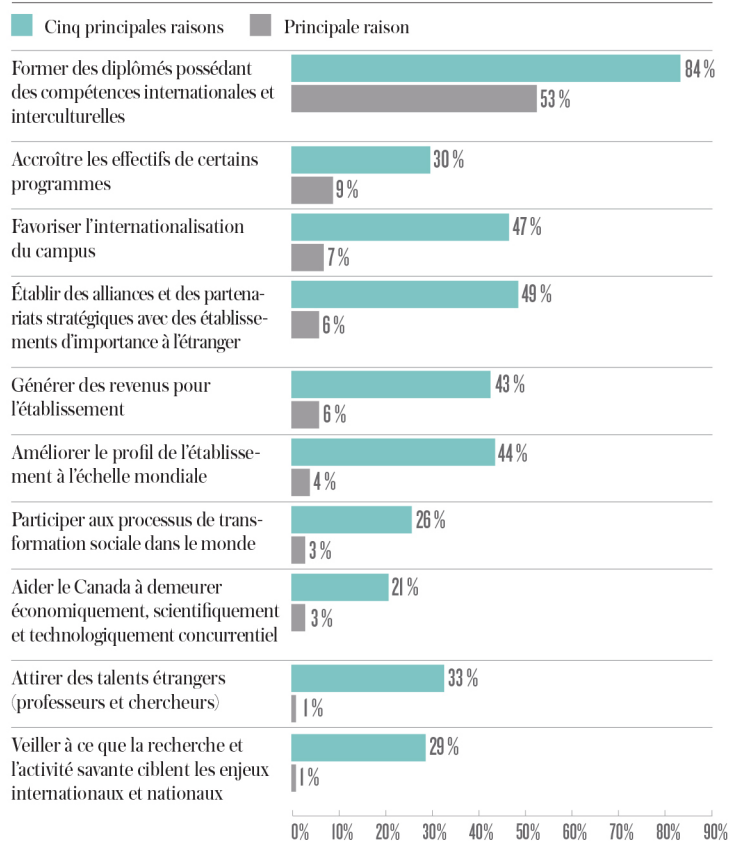
1.2 Pourquoi s'internationaliser?

Interrogées sur les principales raisons qui les ont poussées à intégrer et à promouvoir l'internationalisation de leur établissement, 53 pour cent des universités canadiennes ont répondu que la principale raison consistait à former des diplômés possédant des connaissances internationales et des compétences interculturelles, et 84 pour cent ont classé cette raison parmi les cinq premières. Les quatre autres raisons les plus citées sont l'établissement d'alliances et de partenariats stratégiques avec des établissements clés à l'étranger, la valorisation d'un campus ouvert sur le monde, l'amélioration du profil de l'établissement à l'échelle mondiale et la production de revenus.

Des différences notables ressortent des réponses à cette question recueillies en 2014 et en 2006. Dans les deux enquêtes de l'AUCC, les raisons les plus couramment fournies ont été la formation de diplômés possédant des connaissances internationales et la promotion d'alliances stratégiques. Toutefois, en 2006, la troisième

FIGURE 4

Raisons de promouvoir et d'intégrer une dimension internationale



raison la plus couramment fournie était la promotion de l'innovation dans le programme d'enseignement et dans la diversité des programmes. En quatrième place sont arrivées à égalité la satisfaction des besoins du marché du travail canadien et la volonté de garantir que la recherche et l'activité savante ciblent les enjeux internationaux et nationaux. Les motifs axés sur l'enseignement dominant parmi les réponses. À la différence, en 2014, les troisième, quatrième et cinquième raisons les plus souvent données ont été la promotion d'un campus ouvert sur le monde, l'amélioration du profil de l'établissement à l'échelle mondiale et la production de revenus. Ces changements suggèrent un éloignement des considérations nationales et particulièrement liées à l'enseignement et un glissement vers les considérations liées aux alliances, à la réputation et aux finances des établissements.

La dimension globale de l'internationalisation des établissements

Les avantages les plus importants de l'internationalisation pour les étudiants, du point de vue des universités, sont (en ordre décroissant) l'adoption d'une vision et de valeurs mondialisées (ouverture sur le monde), le développement de compétences internationales et l'augmentation de l'employabilité et de l'accès aux possibilités d'emploi sur le marché mondial. À titre de comparaison, en 2006, les universités avaient aussi défini l'adoption d'une vision et de valeurs mondialisées comme principal avantage de l'internationalisation pour les étudiants, mais avaient placé au second rang l'accès aux possibilités d'emploi sur le marché international (au troisième rang en 2014) et au troisième rang la sensibilisation aux diverses cultures (maintenant au cinquième rang).

En ce qui concerne les principaux avantages pour les professeurs et les chercheurs, les universités canadiennes mentionnent le plus souvent la capacité d'aborder des sujets de recherche plus vastes et plus complexes grâce à la collaboration internationale, à la création de réseaux internationaux dans le cadre de projets conjoints ou axés sur le partage d'information ainsi qu'à l'accès à d'excellents étudiants et chercheurs postdoctoraux.

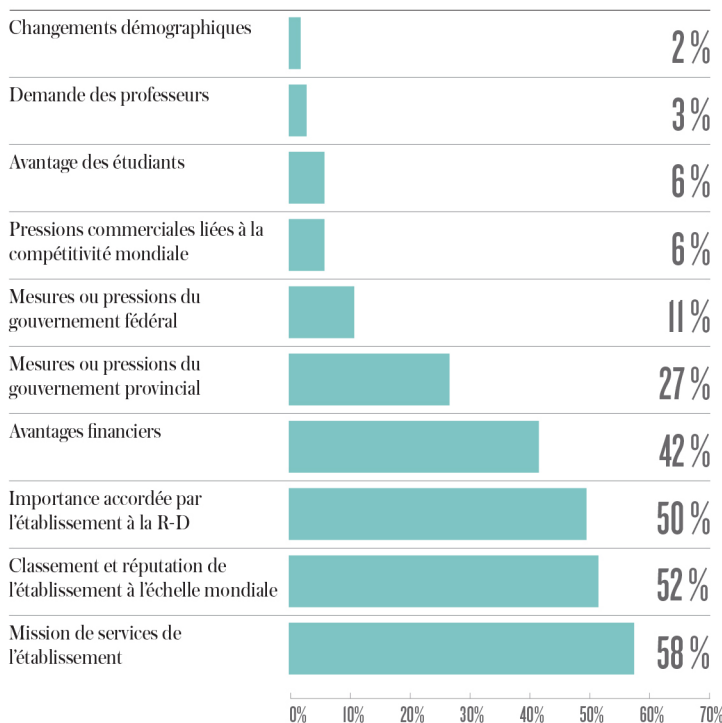
1.3 Passer à l'action pour atteindre ses buts

Les activités concrètes des établissements ayant pour but d'atteindre des objectifs d'internationalisation revêtent tout autant d'importance que les priorités et la planification. La plupart des universités déclarent un nombre d'activités d'internationalisation élevé ou très élevé (46 pour cent) ou moyen (37 pour cent) au cours des trois dernières années par rapport au nombre initialement prévu. Des variations régionales notables distinguent les régions canadiennes sur ce plan : 62 pour cent des universités du Québec disent avoir observé un nombre élevé ou très élevé d'activités d'internationalisation sur leur campus dans les dernières années, alors que seulement 33 pour cent des universités de l'Est, 39 pour cent des universités de l'Ontario et 50 pour cent des universités de l'Ouest disent de même.

Environ les mêmes proportions des établissements disent que le rythme de l'internationalisation s'est intensifié de façon importante (43 pour cent) ou assez importante (46 pour cent) au cours des trois dernières années.

Comme facteurs d'intensification de l'internationalisation, les universités ont principalement cité leurs propres missions de services, le besoin d'améliorer ou de maintenir leur position dans les classements et leur réputation à l'échelle mondiale, l'importance accordée à la recherche et au développement, ainsi que les avantages financiers et les pressions ou mesures des gouvernements provinciaux.

FIGURE 5
Facteurs d'intensification de l'internationalisation au cours des trois dernières années



Parmi les variations notables entre les régions, on note un nombre exceptionnellement élevé d'universités du Québec (92 pour cent) qui ont déclaré se concentrer sur la recherche et le développement; dans l'Est, 83 pour cent des établissements ont cité des avantages financiers et 58 pour cent, les pressions ou mesures du gouvernement provincial; dans l'Ouest, un grand nombre d'universités (68 pour cent) mentionnent aussi leurs missions de services comme raison d'intensification de l'internationalisation.

Enfin, en ce qui concerne l'agent catalyseur déterminant de l'intensification des activités d'internationalisation, 36 pour cent des participants ont nommé le chef d'établissement (recteur ou principal), 23 pour cent une équipe de hauts dirigeants du service de l'administration et 13 pour cent un cadre supérieur du bureau

La dimension globale de l'internationalisation des établissements

international. Cette observation correspond aux résultats de la toute dernière enquête de l'Association internationale des universités sur les universités du monde entier dans le cadre de laquelle 46 pour cent ont désigné leur chef d'établissement comme le principal facteur interne d'internationalisation.⁵ L'importance du leadership du recteur en matière d'internationalisation est aussi soulignée dans le rapport du groupe de travail sur l'éducation internationale du APLU, publié en 2004.⁶

1.4 Structure administrative et dotation en personnel

Qui est chargé de superviser l'internationalisation dans les administrations d'universités canadiennes? La plus grande partie des établissements (41 pour cent) relègue cette responsabilité aux vice-recteurs, tandis que les vice-recteurs adjoints et les directeurs coordonnent les activités d'internationalisation dans 20 pour cent et 27 pour cent des universités respectivement. Dans 45 pour cent des établissements, un seul bureau dirige les activités et programmes d'internationalisation; dans le reste des établissements, ils sont plusieurs à les diriger, soit par l'entremise d'un organe de coordination des activités (28 pour cent), soit indépendamment (23 pour cent). Enfin, quatre pour cent des établissements n'ont aucun bureau responsable de diriger les activités d'internationalisation.

Plusieurs types de bureaux soutiennent les activités internationales sur les campus canadiens. Des bureaux existent pour soutenir les services offerts aux étudiants provenant de l'étranger (dans 62 pour cent des campus), la mobilité des étudiants qui vont à l'étranger (61 pour cent), le recrutement international (59 pour cent) et les fonctions de liaison ou de relations internationales (47 pour cent). D'un bout à l'autre du Canada, on observe une grande variété de structures et d'organisations offrant ces services et ces activités.

1.5 Le financement des activités d'internationalisation

Les universités canadiennes financent une variété d'activités d'internationalisation. Le plus souvent, elles soutiennent la participation des étudiants à des programmes d'études à l'étranger (78 pour cent), les voyages de professeurs pour assister à des réunions ou à des conférences à l'étranger (67 pour cent), l'accueil de professeurs étrangers en visite (61 pour cent) et les professeurs qui font de la

recherche ou qui prennent congé pour effectuer de la recherche à l'étranger (59 pour cent).

Les universités indiquent que, parmi les diverses activités d'internationalisation qu'elles financent, elles consacreront le plus d'argent au soutien de la participation des étudiants à des programmes d'études à l'étranger, ensuite au soutien des professeurs qui font de la recherche ou qui prennent congé pour effectuer de la recherche à l'étranger, puis du soutien des professeurs qui orientent les étudiants vers des programmes d'études à l'étranger. Parmi les établissements qui financent des activités d'internationalisation, 12 pour cent y ont consacré plus d'un million de dollars en 2012-2013.

En plus des fonds internes, 62 pour cent des universités ont reçu du gouvernement provincial des fonds externes destinés précisément à des programmes ou à des activités d'internationalisation non liés à la recherche au cours des trois dernières années; 59 pour cent affirment avoir reçu un tel financement du gouvernement fédéral et 33 pour cent de donateurs privés autres que des anciens étudiants. (Par comparaison, une enquête de 2011 sur l'internationalisation effectuée par l'American Council on Education a révélé que la plus grande source de financement externe appuyant l'internationalisation dans les établissements d'enseignement supérieur des États-Unis était les donateurs privés autres que les anciens étudiants, suivis des fondations, du gouvernement fédéral et des anciens étudiants).⁷

Le niveau de financement externe consacré aux activités d'internationalisation varie d'une université canadienne à l'autre. Bien que la plupart indiquent une hausse (46 pour cent) ou une stabilité (24 pour cent) du financement externe au cours des trois dernières années, 31 pour cent dénotent une baisse. Les universités où le financement externe des activités d'internationalisation a augmenté sont concentrées dans l'Est et dans l'Ouest, alors que les universités ontariennes et québécoises sont les plus nombreuses à déclarer une baisse. Globalement, ce portrait semble relativement positif étant donné la récession récente et les réductions budgétaires qui existent dans de nombreuses provinces.

⁵ Egron-Polak et Hudson, *Internationalization of Higher Education*, p. 55.

⁶ Association of Public and Land-grant Universities (APLU), *A Call to Leadership: The Presidential Role*

in Internationalizing the University (Washington, DC, 2004).

⁷ American Council on Education, *Mapping Internationalization on U.S. Campuses*, p. 6.

Les partenariats et les activités des établissements à l'étranger



Les partenariats et les activités des établissements à l'étranger

L'expansion des activités et de la présence des universités canadiennes dans le monde entier constitue l'un des aspects les plus visibles de l'internationalisation. Les activités vont d'ententes de coopération relativement officielles, de partenariats très actifs et d'activités d'enseignement de quelques professeurs à l'étranger, jusqu'à des programmes d'études conjoints et des campus satellites à l'étranger.

2.1 La collaboration et les partenariats

Comme l'indique l'avant-propos, les discussions sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur ont actuellement tendance à porter sur la qualité des activités entreprises et non seulement sur leur quantité. La qualité et la valeur stratégique revêtent une nouvelle importance en matière de collaborations et de partenariats entre établissements, à savoir si chaque initiative vise un objectif de qualité supérieure qui s'harmonise bien aux grandes priorités de l'établissement et à ses autres buts.

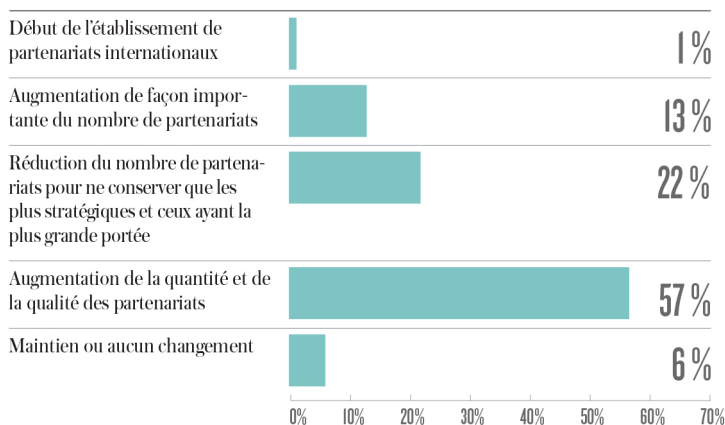
Les universités canadiennes traitent de cette question dans diverses mesures, peut-être selon la maturité de leurs activités d'internationalisation. Seulement 13 pour cent d'entre elles affirment s'être concentrées, au cours des trois dernières années, à simplement accroître le nombre de partenariats internationaux, tandis que 57 pour cent ont accru à la fois la quantité et la qualité de leurs partenariats. Il importe de noter que 22 pour cent se dirigent vers un plus petit nombre de partenariats, mais vers des partenariats de meilleure qualité (c'est-à-dire vers des partenariats plus stratégiques ou de portée accrue).

La plupart des établissements (91 pour cent) déclarent avoir concentré leurs partenariats internationaux dans un pays ou une région au cours des dernières années. Les priorités géographiques les plus courantes sont (en ordre décroissant) : la Chine, la France, le Brésil, les États-Unis, ainsi que l'Allemagne et le Mexique qui se partagent le cinquième rang. Les pays les plus souvent choisis comme nouveaux partenaires au cours des trois dernières années sont le Brésil et la Chine, tandis que les nouveaux partenariats envisagés visent le plus souvent l'Inde, le Vietnam et la Turquie. La France, l'Allemagne, la Chine et les États-Unis viennent en tête de liste des pays avec lesquels les partenariats sont les plus durables. Toutefois, comme l'illustre la figure 7, les universités canadiennes entretiennent et développent dans l'ensemble des partenariats avec un grand éventail de pays.

2.2 Les activités internationales des établissements

La participation des universités canadiennes aux activités éducatives internationales prend de nombreuses formes :

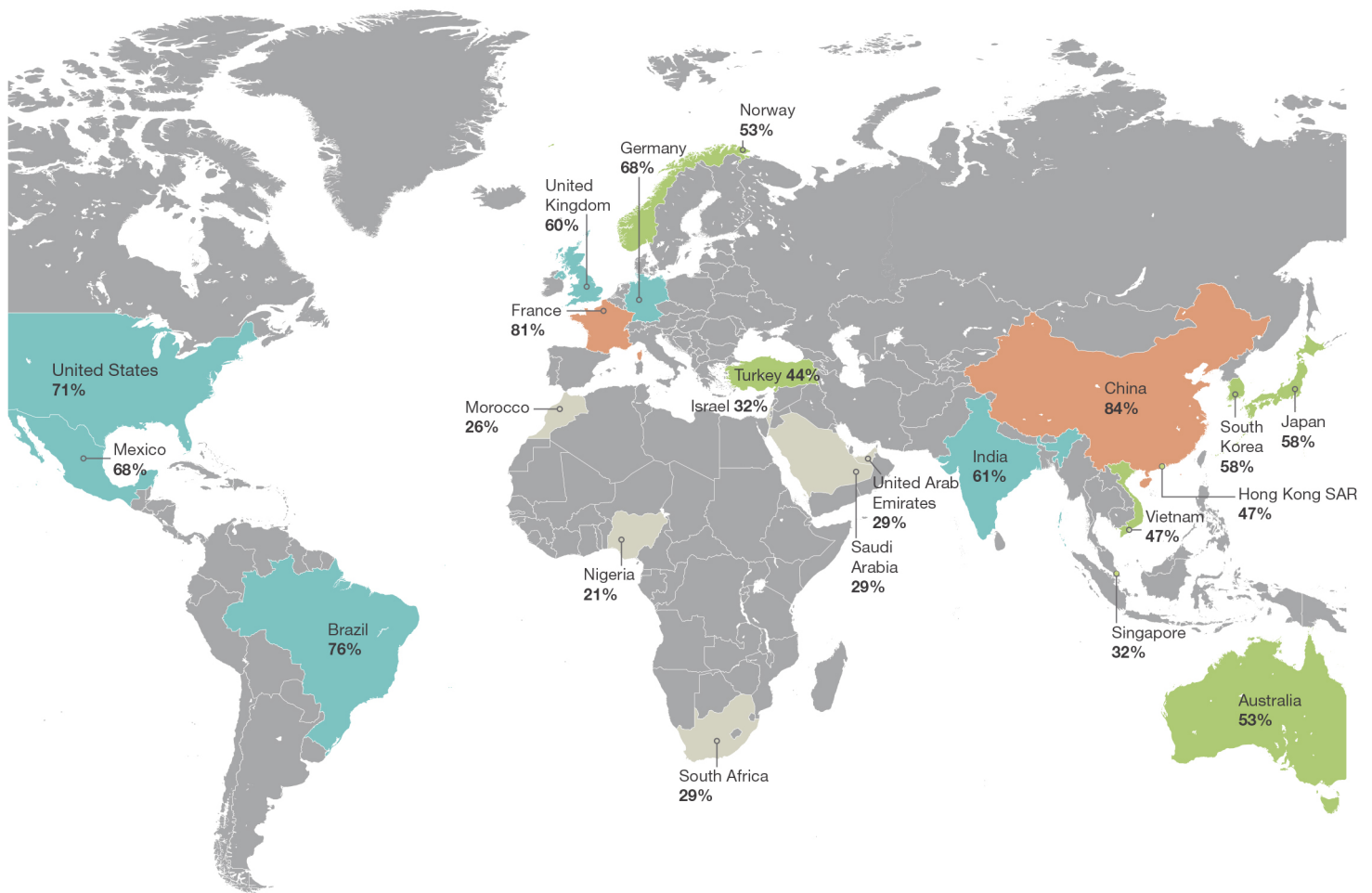
FIGURE 6
Changements de démarches des établissements relativement aux partenariats internationaux au cours des trois dernières années



- *Programmes d'études conjoints* : Deux établissements partenaires, ou plus, offrent des cours, mais un seul grade ou diplôme est décerné.
- *Programmes d'études doubles* : Chacun des établissements participants offre des cours et décerne un grade ou un diplôme.
- *Programmes de certificat ne menant pas à l'obtention d'un grade* : Ces programmes sont administrés conjointement par une université canadienne et un établissement partenaire à l'étranger.
- *Campus satellites* : Un établissement physique détenu conjointement ou exclusivement par l'établissement principal et qui confère des grades ou des certificats principalement à des étudiants non inscrits au campus principal.

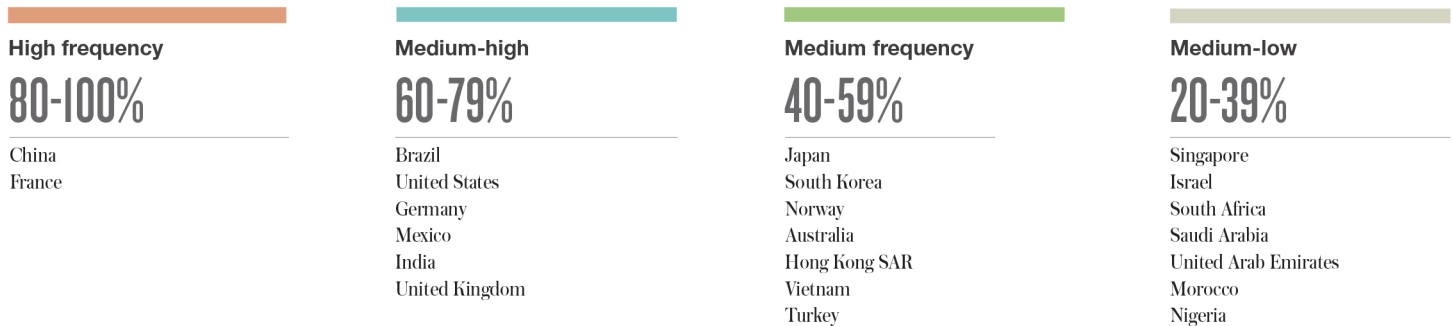
Quatre-vingt-un pour cent des universités participantes offrent une forme de programme international avec des partenaires à l'étranger. Parmi ceux-ci, 63 pour cent offrent des programmes d'études doubles et 45 pour cent des programmes d'études conjoints : 78 pour cent des établissements offrent maintenant un de ces types de programmes, ce qui représente une hausse marquée par rapport aux 48 pour cent en 2006. Des programmes de certificat ne menant pas à l'obtention d'un grade donnés avec des partenaires étrangers sont offerts par 16 pour cent des universités. Les disciplines les plus couramment visées par les programmes donnés avec des partenaires étrangers sont le commerce et la gestion ainsi que les sciences, la technologie, le génie et les mathématiques.

Institutional partnerships and activities abroad



Countries below 20% are not included.

FIGURE 7
Focus of international partnerships



Les partenariats et les activités des établissements à l'étranger

Les programmes d'études doubles offerts par les universités canadiennes avec des partenaires étrangers sont surtout concentrés en Chine (19 programmes au premier cycle, 12 à la maîtrise et quatre au doctorat) et en France (quatre au premier cycle, 11 à la maîtrise et six au doctorat). Les programmes d'études conjoints donnés avec des partenaires étrangers sont aussi concentrés dans ces deux pays.

Actuellement, 15 pour cent des universités canadiennes forment des étudiants non inscrits au campus principal dans le cadre de programmes menant à un grade offerts dans des établissements partenaires étrangers, et neuf pour cent le font dans le cadre de programmes menant à un grade sur leur propre campus satellite; six pour cent des établissements élaborent actuellement de tels programmes. Ces programmes sont le plus souvent concentrés dans le domaine du commerce et de la gestion. De plus, la plus grande proportion d'entre eux, soit 44 pour cent, sont offerts en Chine. Les initiatives internationales ne débouchent pas toutes sur une réussite : parmi les établissements qui ont rempli cette section du questionnaire, trois ont indiqué avoir fermé un campus satellite au cours des cinq dernières années.

Du personnel administratif permanent travaille sur place dans 63 pour cent des programmes ou campus satellites à l'étranger. De plus, ces programmes emploient plus ou moins la même proportion de professeurs du campus principal que du pays hôte. Comparativement, la proportion de personnel administratif permanent sur place est beaucoup plus grande sur les campus satellites administrés par des établissements américains que sur les campus administrés par des établissements canadiens. L'enquête réalisée par l'American Council on Education en 2011 a dévoilé que 91 pour cent des établissements américains avaient déclaré avoir du personnel permanent sur place et que la majorité des professeurs provenaient des États-Unis.

En ce qui concerne l'agrément de programmes à l'étranger, 39 pour cent sont agréés à la fois selon les procédures provinciales canadiennes et selon celles du pays hôte; 22 pour cent selon celles du pays hôte seulement, 17 pour cent selon celles des provinces canadiennes et 11 pour cent selon d'autres normes d'agrément. Ces chiffres illustrent la variation qui existe relativement à l'agrément des programmes internationaux et peuvent soulever des questions sur la protection de la réputation à long terme et de la valeur sur le marché du travail de tels programmes à l'étranger et au Canada.

⁸ Wilhelm Krull, "University Governance in a Globalized World", dans Carl Amrhein et Britta Baron, éd., *Building Success in a Global University* (Bonn: Lemmens, 2013), p. 199.

Alimenter la réflexion

Vers des partenariats plus stratégiques

« Les partenariats ne devraient pas être fondés sur des contingences, mais sur une stratégie soigneusement élaborée de collaboration et d'internationalisation de l'enseignement ayant pour but d'atteindre une visibilité de premier plan et largement reconnue. Par conséquent, les stratégies d'internationalisation sont de plus en plus caractérisées par le passage d'un grand nombre de collaborations bilatérales ou trilatérales vaguement définies à des alliances stratégiques durables avec quelques partenaires mondiaux soigneusement triés sur le volet. »⁸

Wilhelm Krull, Fondation Volkswagen (Allemagne)





Mobilité étudiante



Mobilité étudiante

La mobilité étudiante, vers le Canada et vers l'étranger, est l'un des sujets les plus abordés dans les discussions canadiennes et mondiales sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur. Les deux impératifs que représentent la formation de citoyens du monde et la préparation des futurs travailleurs à un marché du travail mondialisé grâce à l'enseignement de compétences inter-culturelles sont de plus en plus vus comme des raisons essentielles de promouvoir l'expérience internationale chez les étudiants canadiens, à l'étranger comme sur les campus canadiens. Partout dans le monde, l'intérêt pour la formation à l'étranger a entraîné une croissance phénoménale des tendances en matière de mobilité étudiante. Parallèlement, la présence d'étudiants étrangers au Canada est de plus en plus perçue comme un moyen de répondre aux besoins financiers des universités, de stimuler les économies locales ainsi que de doter le Canada de nouveaux citoyens et travailleurs. Comme le nombre d'étudiants étrangers augmente, la façon dont ils sont recrutés et le soutien qui leur est offert sur les campus canadiens intéresse de plus en plus.

3.1 Permettre aux étudiants canadiens d'étudier à l'étranger

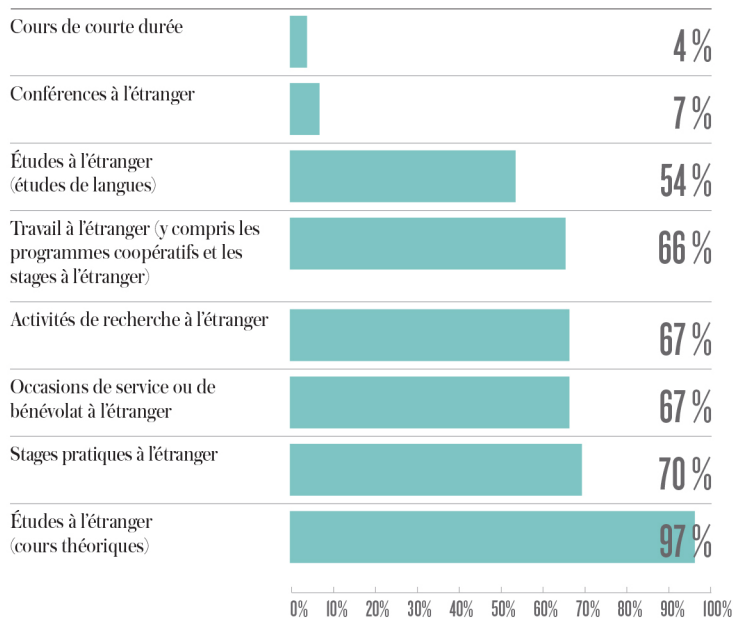
L'engagement des universités canadiennes à fournir à leurs étudiants des occasions d'apprentissage à l'étranger est universel. Des 97 pour cent des établissements qui offrent des expériences à l'étranger, 97 pour cent permettent à leurs étudiants de poursuivre leurs études à l'étranger, 70 pour cent permettent à leurs étudiants de faire des stages pratiques à l'étranger, 67 pour cent offrent des occasions de service ou de bénévolat, 67 pour cent aident les étudiants à faire de la recherche à l'étranger et 66 pour cent offrent des expériences de travail à l'étranger.

Les universités indiquent que, parmi les options qu'elles offrent, le type d'expérience internationale qui s'avère de loin le plus populaire est la poursuite des études à l'étranger; les moins populaires sont les possibilités de service ou de bénévolat, les stages pratiques et le travail à l'étranger.

Les universités canadiennes qui établissent des objectifs précis pour la mobilité de leurs étudiants à l'étranger sont relativement rares. Seulement 23 pour cent des établissements ont établi des objectifs concernant le nombre d'étudiants qui auront une expérience internationale dans le cadre de leur parcours universitaire, et de tels objectifs concernent plus de deux fois plus souvent la mobilité des étudiants au premier cycle et que celle des étudiants aux cycles supérieurs.

FIGURE 8

Possibilités d'expériences internationales offertes en 2012-2013



L'engagement des universités canadiennes à fournir à leurs étudiants des occasions d'apprentissage à l'étranger est universel : 97 pour cent d'entre elles offrent des expériences à l'étranger.

Mobilité étudiante

Comme la mobilité étudiante à l'étranger constitue une priorité pour bon nombre de gouvernements et d'universités du Canada, il importe d'établir des points de référence. Les réponses à l'enquête révèlent que 3,1 pour cent des étudiants à temps plein au premier cycle (ou environ 25 000 étudiants) ont pris part à une expérience internationale pendant l'année scolaire 2012-2013; les pourcentages d'étudiants aux cycles supérieurs ayant étudié à l'étranger sont probablement plus élevés.⁹ Pendant cette année, 2,6 pour cent des étudiants à temps plein au premier cycle ont participé à une expérience internationale menant à l'obtention de crédits — une légère hausse par rapport aux 2,2 pour cent de 2006. De toute évidence, malgré les intentions déclarées, la croissance dans ce secteur s'est avérée très lente dans les six dernières années. À ce rythme, de 10 à 12 pour cent de tous les étudiants au premier cycle devraient se rendre à l'étranger avant l'obtention de leur diplôme.

Alors que les universités tentent d'accroître les possibilités à l'étranger pour leurs étudiants, elles tentent aussi d'accroître leur participation. Interrogées sur ce qu'elles considéraient comme les plus importants obstacles au départ des étudiants vers l'étranger, les universités ont mentionné le plus souvent le manque de fonds ou d'aide financière : 54 pour cent l'ont désigné comme le principal obstacle et 91 pour cent comme l'un des trois principaux. Près de la moitié (49 pour cent) a désigné le manque de souplesse ou la lourdeur du programme d'études au sein de l'établissement principal comme l'un des principaux facteurs qui empêchent les étudiants de quitter les campus, suivi du manque d'intérêt ou de la méconnaissance des avantages de la part des étudiants (39 pour cent). Il paraît évident que des travaux de recherche supplémentaires pourraient être effectués sur les perspectives étudiantes de tels obstacles.

Il est intéressant de constater que, bien que les deux facteurs les plus mentionnés n'aient pas changé depuis 2006, le facteur au troisième rang a changé : en 2006, 40 pour cent des participants avaient sélectionné le manque de connaissances ou d'engagement de la part des professeurs. Fait intéressant, huit ans plus tard, les universités perçoivent que ce sont les étudiants plus que les professeurs qui manquent d'intérêt pour les expériences internationales et qui reconnaissent mal leur valeur.

Des ententes bidirectionnelles d'échanges d'étudiants avec des établissements partenaires étrangers pour les stages d'études et

Alimenter la réflexion

Quels étudiants profitent de l'internationalisation?

« Voulons-nous réellement que tous les étudiants puissent profiter d'une formation ouverte sur le monde? a demandé Patti McGill Peterson, conseillère présidentielle chargée des initiatives mondiales à l'American Council on Education. C'est une question d'équité. »¹⁰

Dans les discussions actuelles, une préoccupation règne : celle que l'internationalisation ait tendance à profiter aux étudiants privilégiés. Aux États-Unis, les étudiants des groupes minoritaires ne font habituellement pas d'études à l'étranger;¹¹ et les étudiants provenant de ménages à faible revenu, qui sont peut-être les premiers de leur famille à accéder à l'université, bénéficient de moins de soutien financier pour vivre une expérience internationale et d'encouragement parental à cet égard. Il serait utile de savoir si des tendances semblables prévalent dans le secteur canadien de l'enseignement supérieur. Toutefois, ces tendances ne peuvent être définies que si les universités effectuent un suivi démographique complet des étudiants qui vivent des expériences internationales.

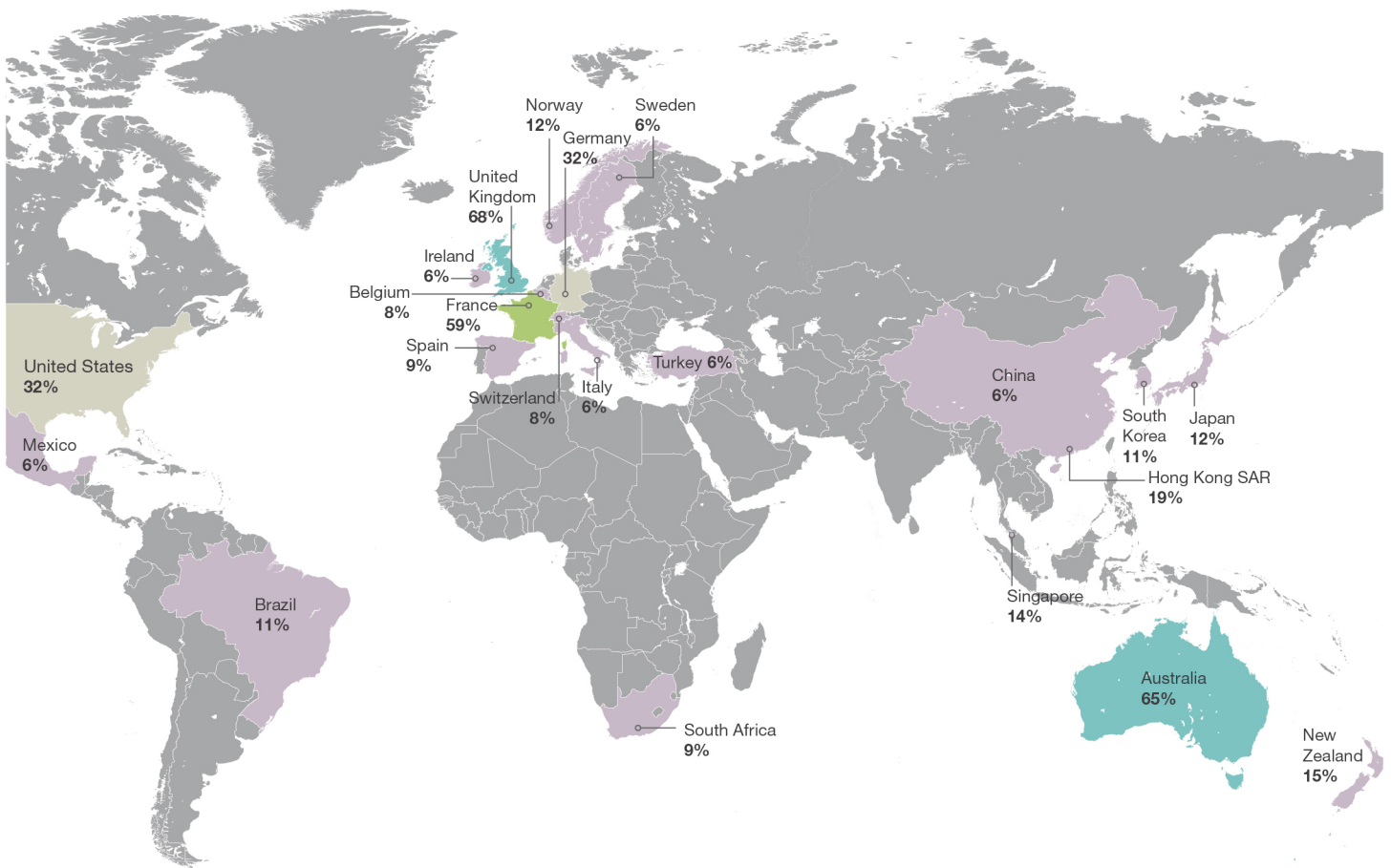


⁹ Relativement peu d'établissements ont pu préciser le nombre d'étudiants aux cycles supérieurs s'étant rendu à l'étranger, ce qui signifie que nous n'avons pu calculer de pourcentage représentatif.

¹⁰ Telle que citée dans Ian Wilhelm, « Global Educators' Worries: Student Experience, Faculty Freedom », *Almanac of Higher Education 2014: Chronicle of Higher Education*, 18 août 2014. http://chronicle.com/article/Global-Educators-Worries-148143/?cid=gn&utm_source=gn&utm_medium=en (consulté le 9 octobre 2014).

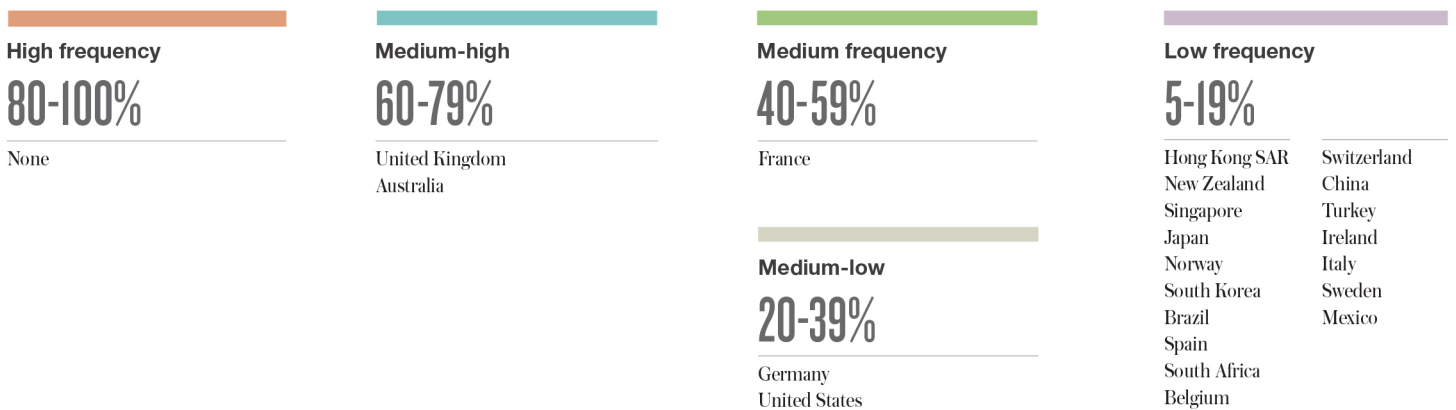
¹¹ Karin Fischer, « At Black Colleges, Internationalization Raises Special Concerns », *Chronicle of Higher Education*, 21 avril 2014. <http://chronicle.com/article/At-Black-Colleges/146079/> (consulté le 9 octobre 2014).

Student mobility



Countries below 5% are not included.

FIGURE 9
Countries/regions identified by institutions as of high interest to students



Mobilité étudiante

de recherche (d'un à six mois) sont en place dans 92 pour cent des universités. Ces ententes sont plus importantes pour les établissements québécois (qui les évaluent comme très importantes dans 75 pour cent des cas) et moins dans l'Est (38 pour cent).

Les destinations privilégiées par les étudiants représentent une tout autre affaire. Malgré l'intérêt des universités à tisser des liens avec des puissances économiques émergentes comme la Chine et le Brésil, ces destinations ne suscitent pas un intérêt marqué chez les étudiants. Les pays qui attirent le plus les étudiants sont (en ordre décroissant) : le Royaume-Uni, l'Australie, la France, l'Allemagne et les États-Unis, soit des pays anglophones ou de grandes puissances occidentales. (Cependant, à la liste des 15 pays qui suscitent un intérêt élevé ou moyen chez les étudiants figurent aussi le Japon, la Corée du Sud, Hong Kong, la Chine et Singapour — les deux derniers occupant les 14^e et 15^e places respectivement.) Évidemment, la France intéresse particulièrement les étudiants des universités québécoises (bien que les établissements de toutes les régions canadiennes présentent un intérêt élevé pour ce pays), tandis que le Royaume-Uni se classe particulièrement haut dans le classement ontarien.

Ces pays qui suscitent beaucoup d'intérêt chez les étudiants ne correspondent pas aux pays de la liste des « marchés prioritaires » de la stratégie en matière d'éducation internationale de 2014 du gouvernement fédéral, à savoir le Brésil, la Chine, l'Inde, le Mexique, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (y compris la Turquie) et le Vietnam.¹² Dans la liste des pays définis par les établissements comme présentant un intérêt élevé ou moyen pour les étudiants, le Brésil se classe 16^e, la Chine 14^e, l'Inde 19^e, la Turquie 22^e et le Vietnam 26^e.

Comment les universités canadiennes font-elles le suivi des étudiants qui participent à des expériences internationales? Un système centralisé de collecte de données sur la mobilité à l'étranger est utilisé dans 77 pour cent des établissements, tandis que 19 pour cent effectuent un suivi décentralisé. Les données les plus couramment recueillies sont l'année d'étude de l'étudiant, sa discipline universitaire, le type de programme, le sexe et la durée du programme; quelques établissements recueillent des données plus personnelles sur les étudiants qui se rendent à l'étranger comme leur citoyenneté (57 pour cent), leur ethnie ou leur statut d'autochtone (23 pour cent), ou leur recours à de l'aide financière (32 pour cent).

L'expansion de la collecte de données pourrait aider à surmonter les obstacles qui empêchent les étudiants de prendre part à des expériences internationales. L'éventail de données recueillies par les universités sur les caractéristiques personnelles des étudiants qui se rendent à l'étranger importe parce que, bien que les établissements souhaitent augmenter le nombre global d'étudiants qui vivent des expériences internationales, il est important d'analyser quels étudiants sont en mesure de saisir ces occasions. Les expériences à l'étranger sont enrichissantes sur le plan personnel et procurent de précieuses compétences professionnelles. Il est donc important que tous les étudiants puissent en profiter pour des raisons d'équité et d'économie (de développement de la main-d'œuvre).

3.2 Attirer les étudiants étrangers au Canada

Une grande majorité (77 pour cent) d'établissements indique avoir établi des priorités géographiques pour le recrutement d'étudiants étrangers qui souhaitent obtenir un grade dans leur établissement. Le pays le plus souvent mentionné pour le recrutement d'étudiants étrangers au premier cycle est la Chine : elle a été nommée comme grande priorité par 46 pour cent des universités canadiennes. Suivent l'Inde, les États-Unis et l'Arabie saoudite, le Brésil et le Nigeria. Le recrutement d'étudiants aux cycles supérieurs suit une tendance semblable, la Chine arrivant au premier rang, suivie de loin par l'Inde et les États-Unis aux deuxième et troisième rangs, puis par le Brésil, la France et l'Arabie saoudite. Ces priorités ne correspondent qu'en partie aux « marchés prioritaires » de la stratégie en matière d'éducation internationale de 2014 du gouvernement fédéral (Brésil, Chine, Inde, Mexique, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (y compris la Turquie) et le Vietnam),¹³ ce qui suggère la nécessité de concerter les efforts pour promouvoir le Canada si un changement réel devait être apporté.

Les activités le plus souvent financées pour recruter des étudiants étrangers au premier cycle sont la participation à des salons de recrutement à l'étranger (81 pour cent), diverses activités de recrutement à l'étranger (77 pour cent) et les visites ciblées dans des écoles à l'étranger (76 pour cent). Des bourses d'études et de l'aide financière sont offertes par 69 pour cent des universités, et 54 pour cent embauchent des recruteurs ou des agents pour recruter des étudiants à l'étranger. Afin de recruter des étudiants étrangers aux cycles supérieurs, les établissements financent le plus souvent des bourses d'études et de recherche, des allocations ou des annulations de frais de scolarité (62 pour cent), participent à des

¹² Gouvernement du Canada, « L'éducation dans les marchés prioritaires » (page Web) <http://international.gc.ca/global-markets-marches-mondiaux/education/markets-marches.aspx?lang=fra> (consultée le 9 octobre 2014).

¹³ Gouvernement du Canada, « L'éducation dans les marchés prioritaires ».

Mobilité étudiante

salons de recrutement à l'étranger (56 pour cent) et font des visites ciblées dans des universités étrangères (51 pour cent). Ces résultats n'ont pas significativement changé depuis 2006, alors que 69 pour cent des établissements offraient des bourses d'études aux étudiants étrangers au premier cycle et 63 pour cent aux étudiants étrangers aux cycles supérieurs.

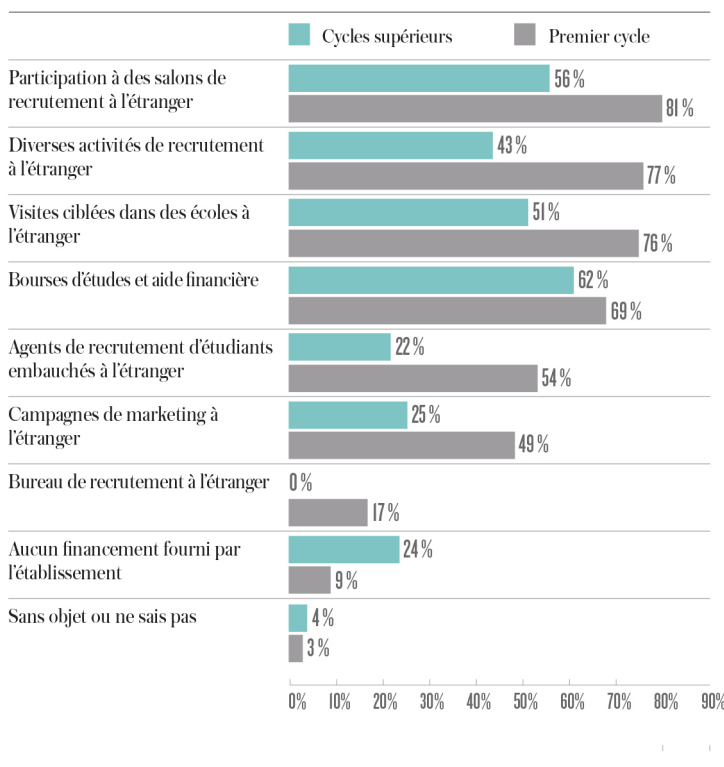
Les principales méthodes pour recruter des étudiants étrangers (tous cycles confondus) sont les sites Web (87 pour cent), les documents de promotion imprimés (86 pour cent), les salons de recrutement (81 pour cent) et les visites d'agents de recrutement internationaux dans des écoles secondaires à l'étranger (73 pour cent). Cinquante-sept pour cent des universités font appel à des agents pour recruter des étudiants étrangers. Les participants ont indiqué que la stratégie de recrutement la plus efficace pour leur établissement était le site Web, suivie des agents de recrutement, des salons de recrutement et des agents.

Près de la moitié des participants ont dit disposer d'objectifs généraux en matière d'inscriptions d'étudiants étrangers. Ces objectifs varient beaucoup, mais un petit groupe d'établissements partage l'objectif de 10 pour cent des inscriptions. Alors que 42 pour cent des universités établissent des objectifs en matière de recrutement international pour les étudiants au premier cycle, seulement 28 pour cent le font pour les étudiants aux cycles supérieurs. Ces chiffres sont inférieurs à ceux de l'enquête réalisée par l'AUCC en 2006, dans laquelle environ 60 pour cent des participants avaient affirmé disposer d'un objectif général d'inscriptions d'étudiants étrangers.

3.3 Les inscriptions d'étudiants étrangers dans les universités canadiennes

L'AUCC estime qu'en 2014, environ 89 000 étudiants à temps plein munis d'un visa étaient inscrits dans des programmes au premier cycle sur les campus canadiens, ce qui équivaut à trois fois et demie les 22 300 inscrits en 2000. Entre 2000 et 2014, le nombre d'étudiants à temps plein munis d'un visa dans les programmes aux cycles supérieurs a aussi plus que triplé pour passer de 13 000 à près de 44 000. Les étudiants munis d'un visa représentent donc environ 11 pour cent de la population étudiante à temps plein au premier cycle et près de 28 pour cent de la population étudiante aux cycles supérieurs au Canada. En 2014, 18 000 étudiants étrangers de plus étaient inscrits à temps partiel.

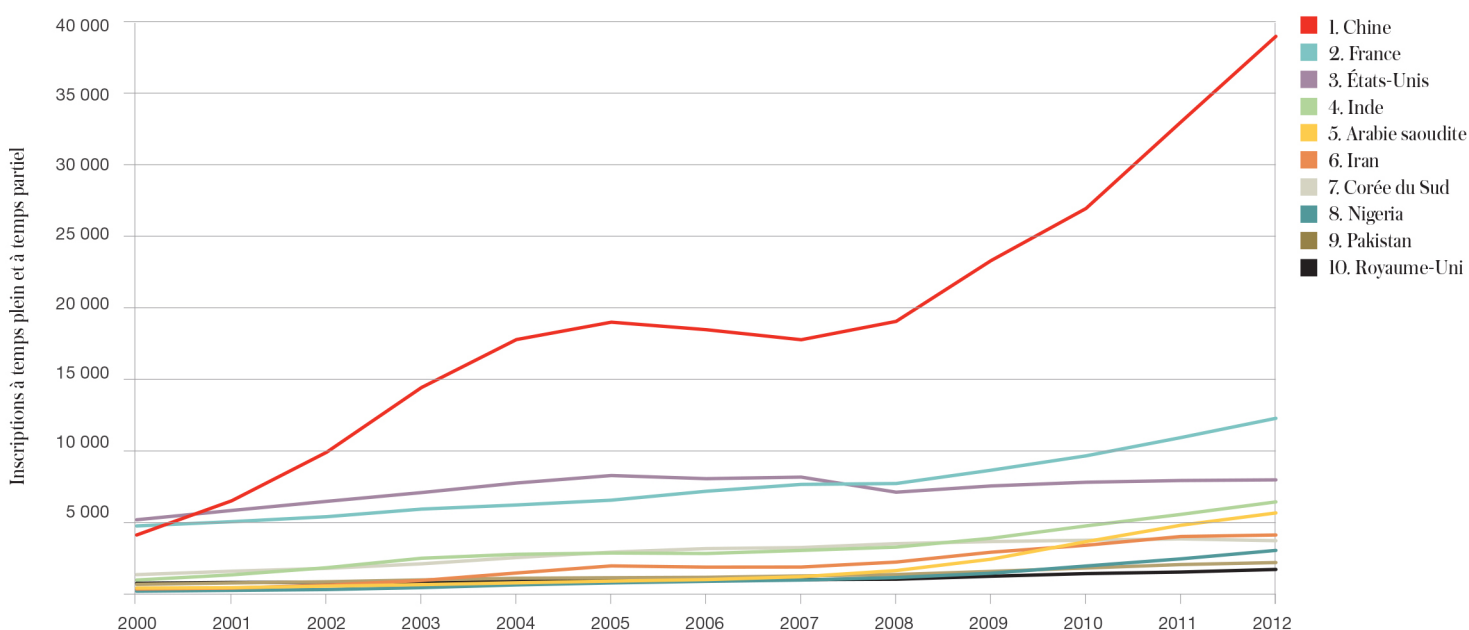
FIGURE 10
Activités financées pour recruter des étudiants à temps plein dans des programmes menant à un grade en 2012-2013



Les universités canadiennes attirent aujourd'hui des étudiants étrangers de plus de 200 pays.

Mobilité étudiante

FIGURE 11
Principaux pays d'origine des étudiants étrangers dans les universités canadiennes



Les universités canadiennes attirent aujourd'hui des étudiants étrangers venus de plus de 200 pays. Depuis 2001, c'est de la Chine que provient le plus grand nombre d'étudiants étrangers. En 2012, 30 pour cent des étudiants étrangers à temps plein et partiel dans les universités canadiennes provenaient de la Chine, soit plus de 39 000 étudiants. Les autres principaux pays d'origine des étudiants étrangers sont la France (avec près de 12 500), les États-Unis (8 100), l'Inde (6 550) et l'Arabie saoudite (5 770). Cinquante-cinq pour cent de tous les étudiants étrangers au Canada sont originaires de ces cinq principaux pays.¹⁴

Quinze pour cent des étudiants étrangers au Canada sont originaires des huit pays suivants : l'Iran, la Corée du Sud, le Nigeria,

le Pakistan, le Royaume-Uni, le Japon, l'Allemagne et le Hong Kong. Entre 1 700 et 4 200 étudiants de chacun de ces pays sont venus au Canada. Moins de 1 600 étudiants proviennent de chacun des autres pays, d'où sont originaire tout de même environ 30 pour cent de la population totale d'étudiants étrangers, offrant ainsi une grande diversité culturelle aux étudiants canadiens sur les campus.

Les étudiants étrangers sont présents dans tous les grands domaines d'études, mais on observe une concentration dans les programmes de gestion des affaires et d'administration publique (en tête en 2012 avec 25 pour cent des étudiants étrangers à temps plein), l'architecture, le génie et les programmes connexes (18 pour cent), les sciences sociales et du comportement (13 pour cent). La plus

¹⁴ Toutes les données de ce paragraphe jusqu'à la fin de la section 3.3 sont tirées du Système d'information sur les étudiants postsecondaires de Statistique Canada.

Mobilité étudiante

grande variation est observée dans le domaine des affaires, de la gestion et de l'administration publique, qui a attiré 17 pour cent des étudiants étrangers en 2000 et 25 pour cent en 2012.

3.4 Soutenir les étudiants étrangers sur les campus

La réussite des étudiants étrangers sur les campus canadiens dépend des services de soutien scolaire et parascolaire. La disponibilité et l'efficacité des services a des répercussions sur le taux de maintien aux études, la satisfaction et le rendement des étudiants étrangers ainsi que sur la réputation de l'établissement chez les étudiants étrangers potentiels. Toutefois, ces services sont complexes et coûteux.

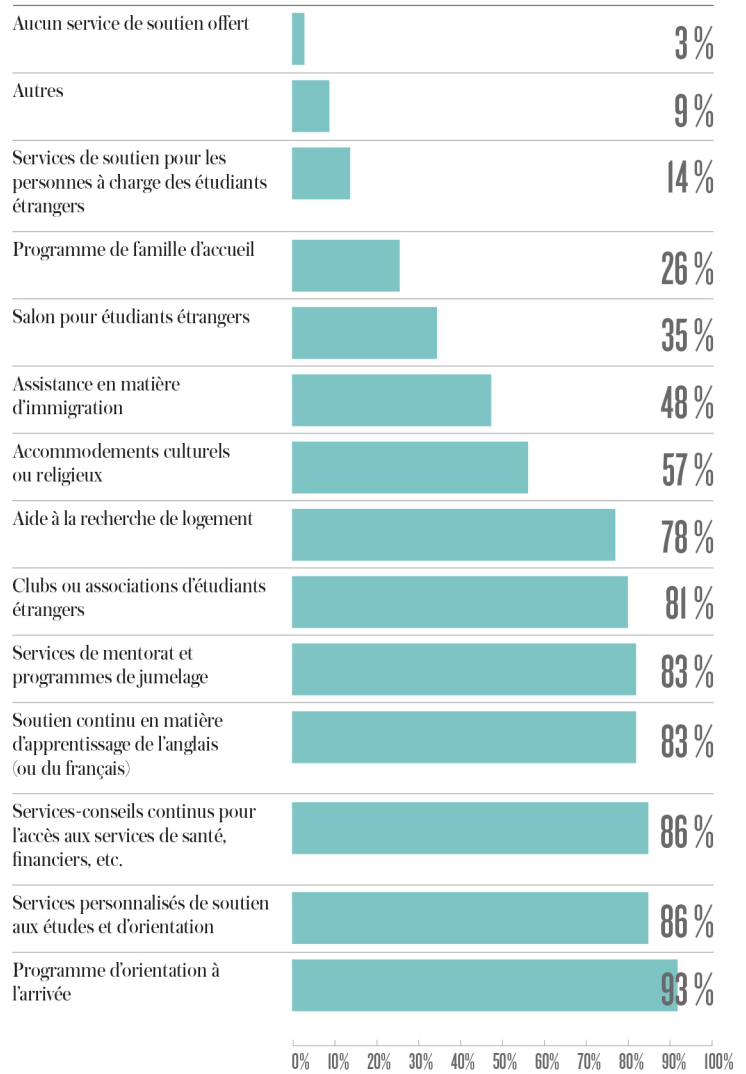
Certains services de soutien aux étudiants étrangers sont répandus sur les campus canadiens : 93 pour cent des établissements offrent un programme d'orientation à l'arrivée, 86 pour cent, des services personnalisés de soutien aux études et d'orientation et 86 pour cent, des services-conseils continus pour l'accès aux services de santé, financiers, etc. Quatre-vingt-trois pour cent des écoles fournissent du soutien en matière d'apprentissage de l'anglais ou du français ainsi que des programmes de mentorat par les pairs ou de jumelage. À l'autre bout du spectre, seulement 48 pour cent offrent de l'assistance en matière d'immigration et seulement 14 pour cent, des services de soutien pour les personnes à charge des étudiants étrangers.

L'efficacité des services de soutien aux étudiants étrangers fait l'objet d'une évaluation par 62 pour cent des établissements (un pourcentage semblable à celui de 2006). Les méthodes de mesure le plus couramment utilisées sont les sondages sur la satisfaction des étudiants étrangers (77 pour cent), l'évaluation régulière du taux de maintien aux études (70 pour cent) et le suivi actif du rendement scolaire des étudiants étrangers (63 pour cent).

Étant donné l'importance accordée au recrutement d'étudiants étrangers et, pour le gouvernement, de faire de ces étudiants des futurs citoyens, il pourrait être nécessaire de pousser la recherche sur certaines questions clés. Les services de soutien offerts aux étudiants étrangers sur les campus parviennent-ils à suivre la croissance récente des inscriptions? Les universités arrivent-elles à retenir les étudiants étrangers pour toute la durée de leurs programmes d'études? Quels facteurs influencent la décision des étudiants de demeurer au Canada pour le travail ou pour faire une demande de résidence permanente?

FIGURE 12

Services de soutien offerts aux étudiants étrangers sur les campus canadiens





L'enseignement,
l'apprentissage et la
participation du corps
professoral





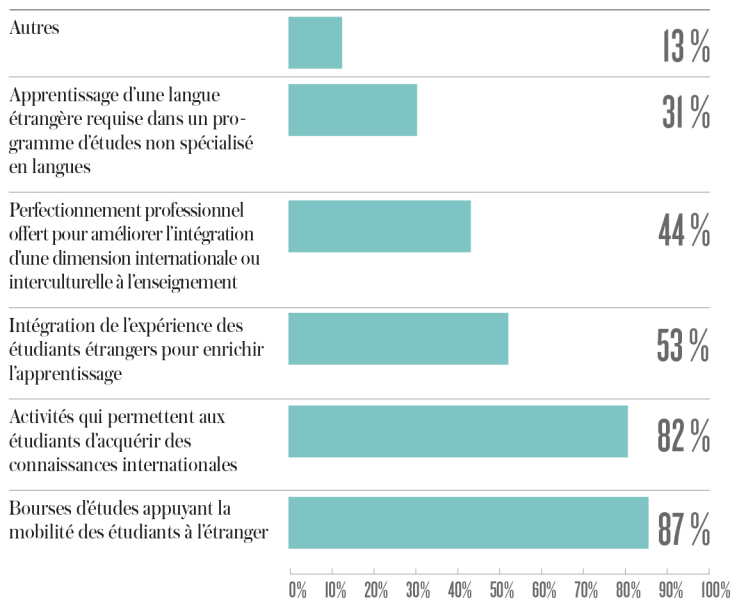
L'enseignement, l'apprentissage et la participation du corps professoral

L'intégration d'une dimension internationale aux programmes d'études, à l'enseignement et à l'apprentissage constitue l'objectif central des activités d'internationalisation de bon nombre d'universités. Cette « internationalisation locale », telle qu'elle est appelée dans les discussions internationales actuelles, apporte les avantages de l'internationalisation à tout le corps étudiant, y compris à la vaste majorité d'étudiants qui ne voyagera pas dans le cadre de ses études universitaires. L'internationalisation locale a été définie comme une priorité par 69 pour cent des universités canadiennes, et 72 pour cent d'entre elles affirment prendre part à des initiatives pour internationaliser leurs programmes d'études. Ces chiffres présentent une augmentation par rapport à 2006, où 53 pour cent des établissements avaient défini ces initiatives comme des priorités stratégiques et où 41 pour cent procédaient à leur mise sur pied.

Des universités qui entreprennent des initiatives d'internationalisation locale dans le cadre du programme officiel, 87 pour cent offrent des bourses d'études appuyant la mobilité des étudiants à l'étranger; 82 pour cent coordonnent des activités qui permettent aux étudiants d'acquérir des connaissances internationales; 53 pour cent intègrent les connaissances des étudiants étrangers pour enrichir le parcours d'apprentissage; 44 pour cent offrent du perfectionnement professionnel aux professeurs pour améliorer leur capacité à intégrer une dimension internationale ou interculturelle à l'enseignement; 31 pour cent exigent l'apprentissage d'une langue étrangère dans certains programmes d'études non spécialisés en langues. (Pour comparer ces résultats à ceux de l'Amérique du Nord, la quatrième enquête mondiale de l'Association internationale des universités a révélé que la priorité pour les établissements nord-américains consistait à offrir des programmes ou des cours avec un thème international, puis à offrir des bourses d'études pour favoriser la mobilité des étudiants à l'étranger.)¹⁵

Suivant des modèles d'apprentissage fondés sur les compétences, certaines universités définissent pour tous leurs étudiants au premier cycle des résultats d'apprentissage liés à des compétences mondiales à acquérir. De tels objectifs ont déjà été définis par 10 pour cent des universités canadiennes. Trente-deux pour cent travaillent actuellement à les définir, et 50 pour cent n'envisagent pas de le faire. (À titre de comparaison, une enquête réalisée en 2011 auprès de collègues et d'autres établissements d'enseignement américains a révélé que 55 pour cent avaient défini des résultats d'apprentissage international ou mondial précis.)

FIGURE 13
Activités d'internationalisation inscrites au programme d'enseignement officiel



Ces objectifs d'apprentissage international sont probablement évalués dans le cadre des évaluations des apprentissages individuels réalisées dans le cadre des cours ou des évaluations des programmes et de la pédagogie. Si les activités d'internationalisation doivent être évaluées en partie selon leurs effets sur les étudiants, il sera important d'examiner comment cette évaluation est faite dans les universités et quels sont les résultats obtenus. Ces questions sont également liées à la mobilité étudiante; alors que les études et autres expériences à l'étranger favorisent l'acquisition de compétences internationales importantes, nous devons acquérir une compréhension claire des retombées, des résultats et des avantages réels des expériences internationales pour les étudiants canadiens.

¹⁵ Egron-Polak et Hudson, *Internationalization of Higher Education*, p. 101.

L'enseignement, l'apprentissage et la participation du corps professoral

Pratiquement toutes les universités utilisent la technologie pour ajouter une dimension internationale à leur programme d'enseignement. Elles déclarent l'utiliser surtout pour internationaliser l'enseignement sur le campus principal, ensuite pour les études à l'étranger, puis pour offrir, avec des partenaires étrangers, des programmes conjoints ou doubles menant à l'obtention d'un grade. (À titre de comparaison, le recours à la technologie pour permettre aux professeurs de donner des cours en ligne ouverts à tous (MOOCS) arrive très loin dans la liste de priorités.)

Environ 80 pour cent des universités canadiennes qui ont répondu à l'enquête appuient activement les efforts des professeurs à intégrer une dimension internationale dans leur travail et leur enseignement. Au cours des cinq dernières années, 42 pour cent des universités ont offert des ateliers sur l'internationalisation des programmes d'études, 27 pour cent ont offert à leurs professeurs la possibilité d'améliorer leurs compétences dans une langue étrangère, 26 pour cent leur ont offert des ateliers sur l'utilisation de la technologie pour renforcer la dimension internationale des cours et 21 pour cent leur ont offert des prix visant exclusivement les activités et les partenariats internationaux. Des ateliers sur les évaluations de l'apprentissage à l'étranger ont été offerts dans huit pour cent des universités.

La volonté des professeurs à faire des efforts pour internationaliser leur enseignement et leur recherche est partiellement liée aux mesures incitatives offertes par les établissements. Un pourcentage écrasant de 87 pour cent des établissements indique n'avoir établi aucune directive officielle pour reconnaître les travaux et l'expérience des professeurs à l'étranger dans les décisions concernant les promotions et la permanence. Dans sept pour cent des universités, certaines facultés ou certains départements tiennent compte de l'expérience ou du travail international dans le processus décisionnel, tandis que seulement six pour cent des universités ont établi des politiques générales. Ces chiffres sont inférieurs à ceux des universités américaines. En effet, aux États-Unis, 25 pour cent des établissements décernant des doctorats, 12 pour cent des établissements décernant des maîtrises et 11 pour cent des établissements décernant des baccalauréats se sont dotés de directives décrivant précisément la pertinence de l'expérience ou du travail international dans la prise de décisions concernant la promotion et la permanence des professeurs.

Alimenter la réflexion

Les tendances en matière d'internationalisation des campus

Un article récent sur les tendances en matière d'internationalisation des campus rédigé par les chercheurs en éducation Laura Rumbley et Philip Altbach cite trois tendances à surveiller :

- Un intérêt pour les programmes de mobilité à l'étranger qui adoptent une démarche globale de l'apprentissage et du développement étudiant, qui garantissent que les étudiants sont bien préparés avant leur départ, bien soutenus pendant leur séjour et aptes à tirer le maximum de leur apprentissage une fois de retour sur le campus.
- Un intérêt croissant des établissements à tirer le maximum de la présence d'étudiants et de chercheurs étrangers sur les campus, tant sur le plan intellectuel que culturel.
- Une tendance à voir l'internationalisation locale des campus comme un moyen de procurer des avantages aux étudiants qui ne voyagent pas à l'étranger, étant donné la « compréhension croissante du fait que la mobilité internationale ne sera probablement jamais une expérience dont tous les étudiants profiteront ».¹⁶

Environ 80 pour cent des universités canadiennes qui ont répondu à l'enquête appuient activement les efforts des professeurs à intégrer une dimension internationale dans leur travail et leur enseignement.

¹⁶ Laura E. Rumbley et Philip G. Altbach, « Higher Education's Crucial Nexus of Local and Global », *University World News*, 12 septembre 2014
<http://www.universityworldnews.com/article.php?story=20140911074332282> (consulté le 9 octobre 2014).



La collaboration internationale en matière de recherche



International research collaboration

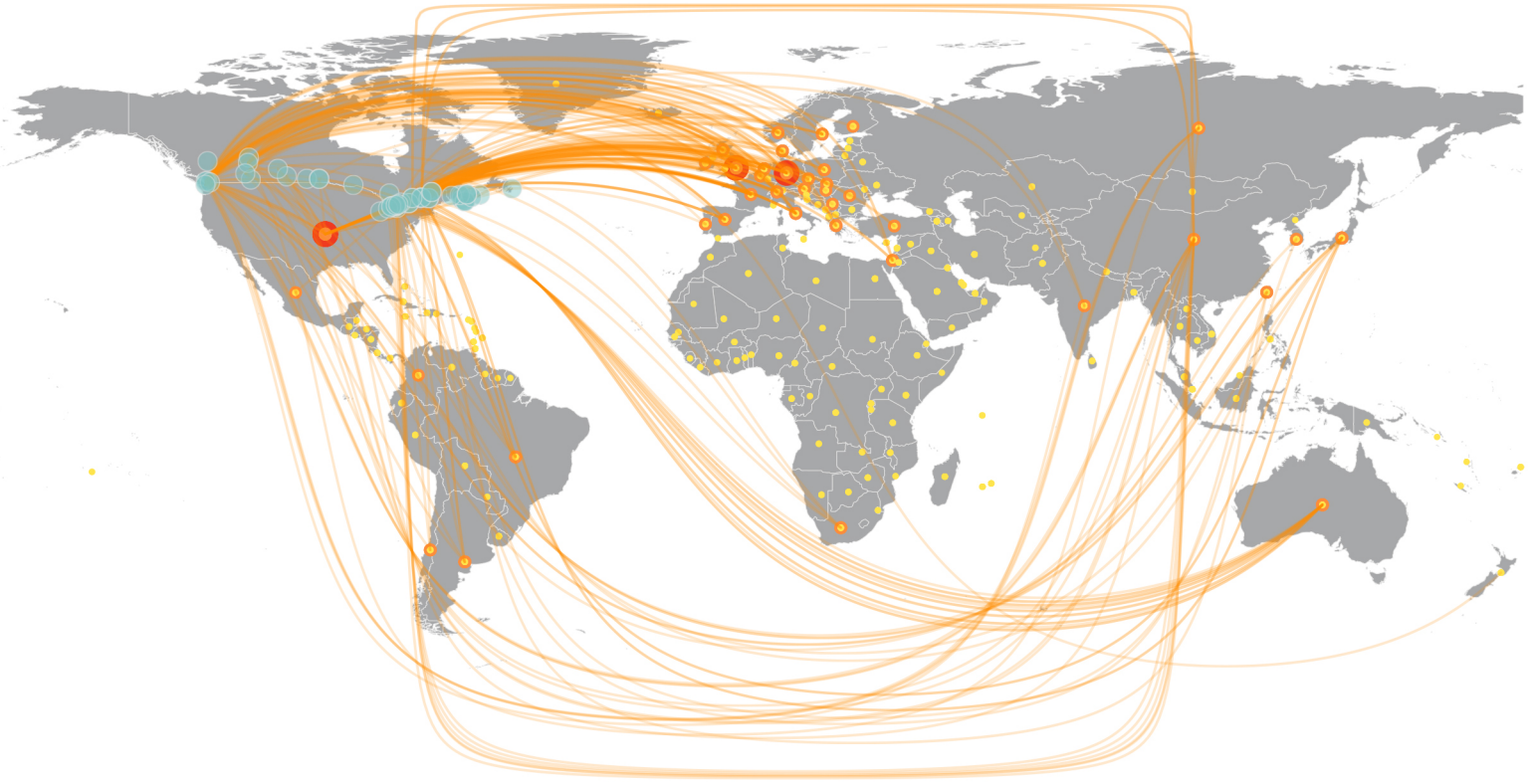
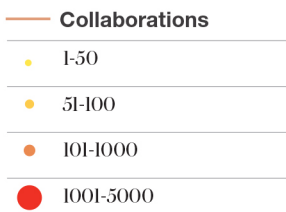


FIGURE 14
Canada a global gateway: international research collaboration patterns



Each line represents 100 or more collaborations between AUCC member institutions and a single country. The data are from Thomson Reuters Web of Science (2014); the analysis and visualisation were provided courtesy of the University of Toronto.

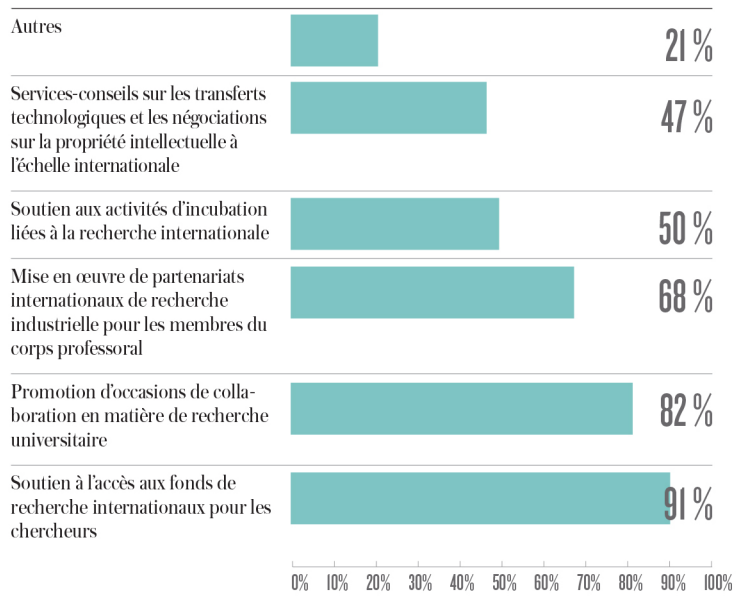
La collaboration internationale en matière de recherche

Le nombre de collaborations internationales en matière de recherche a beaucoup augmenté au cours des dernières années pour plusieurs raisons : la reconnaissance croissante de la valeur de diverses perspectives mondiales sur des enjeux communs, le désir de travailler avec les plus grands experts au monde sur des sujets pressants de recherche, la rareté relative de l'équipement scientifique hautement spécialisé et coûteux, la croissance des projets de mégadonnées qui exigent un très grand nombre d'intrants de nombreuses sources et les technologies de communication qui facilitent le travail d'équipe malgré la distance. Vingt pour cent des articles scientifiques dans le monde sont maintenant rédigés en collaboration internationale, et les chercheurs du monde entier collaborent de plus en plus à la production du savoir et de l'innovation. Au Canada, 43 pour cent des articles scientifiques publiés entre 2005 et 2010 étaient rédigés avec un collaborateur étranger, ce qui classe le pays au septième rang mondial. Les trois premiers pays au classement (la Suisse, la Suède et les Pays-Bas) affichaient tous des taux de collaboration d'environ 50 pour cent.¹⁷ La figure 14 illustre les tendances en matière de collaboration internationale qui se présentent au sein des établissements membres de l'AUCC, et qui ont fait l'objet de publications en 2013. Des milliers d'établissements de plus de 180 pays et territoires participent à ces collaborations, ce qui démontre bien l'ampleur des liens créés par les universités canadiennes en matière de recherche.

L'enquête de cette année porte sur un nouvel aspect de la manière dont les universités canadiennes recourent à divers mécanismes administratifs pour gérer les activités de promotion de la collaboration internationale en matière de recherche. Trente-sept pour cent des établissements disposent d'un bureau responsable de la recherche internationale, tandis que 17 pour cent ont nommé une personne chargée de cette fonction; les 46 pour cent restants ne centralisent pas leurs efforts d'une manière ni d'une autre.

Parmi les universités qui ont un bureau et un responsable désigné pour promouvoir la collaboration internationale en matière de recherche, presque toutes aident les chercheurs à accéder aux fonds de recherche internationaux, et plus de 80 pour cent contribuent à promouvoir des occasions de collaboration en matière de recherche universitaire. Les deux tiers des bureaux ou des personnes responsables de la recherche internationale aident à conclure des partenariats internationaux de recherche industrielle pour les membres du corps professoral; un peu moins de

FIGURE 15
Services fournis par les universités pour soutenir la recherche internationale



Au Canada, 43 pour cent des articles scientifiques publiés entre 2005 et 2010 étaient rédigés avec un collaborateur étranger, ce qui classe le pays au septième rang mondial.

la moitié soutient des activités d'incubation liées à la recherche internationale et offre des services-conseils sur les transferts technologiques et les négociations sur la propriété intellectuelle. D'un point de vue régional, les universités de l'Est et de l'Ontario sont plus enclines à soutenir des activités d'incubation, alors que celles de l'Ouest préfèrent fournir des services-conseils sur les transferts technologiques et les négociations sur la propriété intellectuelle.

De nombreux établissements ont défini des pays ou des régions d'importance stratégique sur le plan de la collaboration en matière

¹⁷ Conseil des académies canadiennes, *L'état de la science et de la technologie au Canada, 2012* (Ottawa : Conseil des académies canadiennes, 2012).

La collaboration internationale en matière de recherche

de recherche. De ceux-là, 80 pour cent ciblent la Chine, 62 pour cent les États-Unis, 62 pour cent l'Inde, 56 pour cent le Brésil, 53 pour cent l'Allemagne et 51 pour cent la France. Toutefois, les universités n'offrent pas un financement ciblé proportionnel pour favoriser la collaboration en matière de recherche avec ces partenaires prioritaires : seulement environ un tiers des établissements qui ont défini des pays d'importance stratégique fournissent de l'aide financière pour soutenir ou favoriser la collaboration en matière de recherche avec ces pays.

Malgré le fait que de nombreuses universités aient défini comme priorité la participation des professeurs à des projets en collaboration internationale en matière de recherche, certains obstacles demeurent, comme le manque de possibilités de financement de la recherche, considéré comme le principal (83 pour cent des universités), suivi du manque de soutien de l'établissement (42 pour cent) et des difficultés de synchronisation découlant des différences dans les cycles de financement des pays (37 pour cent). Parmi les autres difficultés des établissements qui méritent une réflexion approfondie figurent les différents profils de risque et les frais généraux associés à la collaboration internationale en matière de recherche et la coordination géographique des activités internationales de recrutement et de stages coopératifs des établissements avec les régions prioritaires pour la collaboration en matière de recherche.

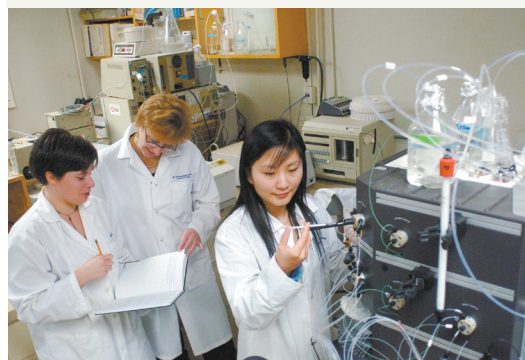
Notre enquête n'a pas permis de rassembler des données utiles sur le financement des activités de recherche internationale : bien que nous ayons demandé aux participants d'indiquer le montant actuellement consacré à la collaboration en matière de recherche, nous avons obtenu peu de réponses. Les établissements n'ont peut-être pas pu répondre parce que leurs structures administratives n'ont pas été préparées à recueillir des données cumulatives dans cette catégorie, ou n'ont pas voulu répondre en raison de la concurrence pour les collaborations lucratives en matière de recherche internationale. Quoi qu'il en soit, il serait souhaitable d'effectuer un suivi afin de pouvoir dresser un portrait global de la dimension financière de l'internationalisation des universités canadiennes.

Bien que l'enquête ne présente pas de données cumulatives sur le financement de la recherche internationale dans les universités canadiennes, il existe bon nombre d'exemples de partenariats novateurs. Quelques-uns sont décrits à la page 35.

Alimenter la réflexion

La coopération administrative à l'appui de la recherche internationale

Le fractionnement du soutien des établissements entre divers départements universitaires peut expliquer partiellement la difficulté qu'ont les professeurs à participer à des projets de collaboration internationale en matière de recherche. Pour atteindre les objectifs d'internationalisation, il faut que les bureaux et les départements d'un même campus coordonnent leurs activités et leurs objectifs. Un article récemment publié dans le *Chronicle of Higher Education* souligne l'importance pour les universités d'adopter des stratégies favorisant la coopération entre les bureaux responsables des affaires internationales et ceux de la recherche afin de renforcer la recherche à l'échelle mondiale,¹⁸ par exemple en finançant conjointement le voyage à l'étranger d'un chercheur qui collabore à un projet scientifique.



¹⁸ Karin Fischer, « Universities Strive to Make Sure Researchers Are Included in Global Efforts », *Chronicle of Higher Education*, 14 juillet 2014 <http://chronicle.com/article/Universities-Strive-to-Make/147665/> (consulté le 9 octobre 2014).

La collaboration internationale en matière de recherche

Alimenter la réflexion

Exemples de collaboration internationale en matière de recherche

University of Victoria

Borders in Globalization

Depuis 2013, le Centre for Global Studies héberge le projet Borders in Globalization (BIG), une collaboration internationale en matière de recherche d'une durée de sept ans qui explore la compréhension des frontières (réelles, éloignées et virtuelles) au XXI^e siècle. Le projet BIG rassemble 23 universités et 34 partenaires non universitaires du Canada, des États-Unis, de l'Europe, de l'Asie et du Moyen-Orient. Il est financé par une subvention de partenariat de 2,3 millions de dollars du Conseil de recherches en sciences humaines ainsi que par les partenaires du projet qui ont versé 1,4 million de dollars. Le partenariat vise l'excellence dans l'étude des frontières, crée de nouvelles politiques et renforce le transfert de connaissances pour cerner les enjeux liés à la mondialisation que sont la migration, le commerce et le transfert de titres entre les frontières. Il vise aussi à comprendre les défis liés aux technologies, à l'auto-détermination et à la régionalisation qui, partout dans le monde, touchent les frontières et les zones frontalières.



Université McGill

Le Cerveau@McGill

Lancé en 2009, le Cerveau@McGill est un programme-cadre qui a pour but d'augmenter la valeur et la visibilité de la recherche en neurosciences dans toutes les facultés de l'Université McGill, favorisant les partenariats avec des établissements étrangers de renom triés sur le volet ainsi que les échanges d'étudiants aux cycles supérieurs et de stagiaires talentueux. En 2013, le Cerveau@McGill a entrepris un partenariat tripartite en neurosciences avec l'Université d'Oxford et le Centre de neuroscience Zurich. Le partenariat consiste en un réseau de collaboration entre scientifiques, hôpitaux d'enseignement, laboratoires de recherche, cliniques et instituts de renommée mondiale qui partagent tous un intérêt poussé pour les neurosciences moléculaires, cellulaires, des systèmes, comportementales et cognitives. L'Université McGill jouit des meilleures capacités de recherche fondamentale et clinique dans le domaine des neurosciences. Le Cerveau@McGill sert de point central à un réseau d'instituts internationalement reconnus qui contribue à sa réputation. Le Cerveau@McGill a créé des programmes fructueux d'échanges d'étudiants aux cycles supérieurs, y compris avec l'Université d'Oxford, l'Université de Zurich, l'ETH Zurich, l'Imperial College London et l'Université de Tel-Aviv.



Dalhousie University

Centre des études océaniques

En 2014, la Dalhousie University a établi un partenariat pour créer un centre de recherche océanique de classe mondiale avec les sept universités d'Israël membres de l'Interuniversity Institute (IUI) d'Eilat, en Israël. Le partenariat, financé par le philanthrope canadien Seymour Schulich, réunit des programmes scientifiques et universitaires des deux pays. Une variété d'activités sont réalisées dans le cadre du partenariat : des projets conjoints de recherche fondamentale et appliquée, la supervision conjointe d'étudiants au doctorat, des stages de recherche industrielle dans les deux pays, des cours pratiques conjoints (en hiver à Eilat et en été à Halifax), des cours donnés en collaboration, des conférences et des ateliers. L'expertise combinée de la Dalhousie University et des universités israéliennes membres de l'IUI fera avancer la recherche conjointe dans des domaines tels que l'océanographie physique, la biodiversité des aquacultures ainsi que la sécurité et le transport marins.







Dans quelles régions
du monde les
universités canadiennes
sont-elles présentes?

Dans quelles régions du monde les universités canadiennes sont-elles présentes?

Afin de synthétiser les tendances géographiques des activités internationales des universités canadiennes, un survol de certains résultats présentés dans les sections précédentes s'avère utile. La liste à puces ci-dessous récapitule l'information géographique fournie dans le rapport et est suivie des observations sur les grandes tendances et les enjeux qu'elles soulèvent.

- Quatre-vingt-six pour cent des universités canadiennes définissent des priorités géographiques pour leurs activités internationales. Celles qui le font se concentrent le plus souvent sur la Chine, le Brésil, l'Inde, les États-Unis, la France, le Mexique et l'Allemagne (en ordre décroissant). La Chine représente la priorité pour 88 pour cent des universités canadiennes (suivent le Brésil avec 65 pour cent, l'Inde et les États-Unis avec 57 pour cent chacun).
- En ce qui concerne l'établissement de partenariats entre les établissements, les priorités géographiques les plus courantes sont (en ordre décroissant) : la Chine, la France, le Brésil, les États-Unis ainsi que l'Allemagne et le Mexique qui se partagent le cinquième rang. Les pays les plus souvent engagés comme nouveaux partenaires au cours des trois dernières années sont le Brésil et la Chine, tandis que les futurs partenariats envisagés visent le plus souvent l'Inde, le Vietnam et la Turquie. La France, l'Allemagne, la Chine et les États-Unis viennent en tête de liste des pays avec lesquels des partenariats durables ont été conclus.
- Les programmes d'études doubles offerts par les universités canadiennes avec des partenaires étrangers sont surtout concentrés en Chine (19 programmes au premier cycle, 12 à la maîtrise et quatre au doctorat) et en France (quatre au premier cycle, 11 à la maîtrise et six au doctorat). Les programmes d'études conjoints donnés avec des partenaires étrangers sont aussi concentrés dans ces deux pays.
- Les priorités géographiques des étudiants qui souhaitent vivre une expérience à l'étranger diffèrent sensiblement des priorités des universités, qui préfèrent les puissances mondiales en émergence. L'intérêt des étudiants pour la Chine et le Brésil, par exemple, est perçu comme relativement faible. Selon les administrateurs, les pays qui attirent le plus les étudiants sont (en ordre décroissant) : le Royaume-Uni, l'Australie, la France, l'Allemagne et les États-Unis — tous des pays anglophones ou de grands pays de l'Europe

Alimenter la réflexion

Des tendances difficiles à changer en matière de mobilité étudiante vers l'étranger

Dans de nombreuses universités nord-américaines et européennes, les administrateurs des programmes d'internationalisation essaient d'inciter les étudiants à envisager l'Asie et d'autres destinations moins habituelles pour les études à l'étranger et d'autres expériences internationales. Toutefois, ils révèlent que leurs efforts semblent peu fructueux.¹⁹ Dans une entrevue réalisée en 2013, l'ancien recteur de la University of British Columbia, Stephen Toope, décrit le problème :

« Nous devons tenter de pousser les étudiants à prendre un peu plus de risques en ce qui concerne leur destination. La plupart des étudiants continuent de choisir les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Europe pour vivre une expérience à l'étranger. Très peu optent pour la Chine, l'Inde ou la Corée. Certains le font, mais pas assez. Nous devons trouver des moyens de créer des incitatifs et de rassurer les étudiants sur le fait qu'ils ne seront pas punis pour avoir choisi une destination qui représentait un défi plus difficile à relever. Nous devons leur assurer qu'ils seront récompensés ou, au moins, qu'ils ne seront pas pénalisés. »²⁰

La Chine représente la priorité pour 88 pour cent des universités canadiennes (suivent le Brésil avec 65 pour cent, et l'Inde et les États-Unis avec 57 pour cent chacun).

¹⁹ Rumbley et Altbach, « Higher Education's Crucial Nexus of Local and Global ».

²⁰ Tel que cité dans Asia Pacific Foundation, « How Can Students Prepare for the Rise of Asia? ». Page Web, 2013 <http://www.asiapacific.ca/thenationalconversationonasia/events-and-activities/three-questions/How-Can-Students-Prepare-for-the-Rise-of-Asia> (consultée le 9 octobre 2014).

Dans quelles régions du monde les universités canadiennes sont-elles présentes?

occidentale. Cependant, à la liste des 15 pays qui suscitent un intérêt élevé ou moyen chez les étudiants figurent aussi le Japon, la Corée du Sud, Hong Kong, la Chine et Singapour — les deux derniers occupant respectivement les 14^e et 15^e rangs.

- Une grande majorité (77 pour cent) d'établissements indique avoir des priorités géographiques pour recruter les étudiants étrangers qui souhaitent obtenir un grade dans leur établissement. Le pays le plus souvent mentionné pour le recrutement d'étudiants étrangers au premier cycle est la Chine : elle a été nommée comme grande priorité par 46 pour cent des universités canadiennes. Suivent l'Inde, les États-Unis et l'Arabie saoudite, le Brésil et le Nigeria. Le recrutement d'étudiants aux cycles supérieurs suit une tendance semblable, la Chine arrivant au premier rang, suivie de loin par l'Inde et les États-Unis aux deuxième et troisième rangs, puis par le Brésil, la France et l'Arabie saoudite.
- De nombreux établissements ont défini des pays ou des régions comme revêtant une importance stratégique sur le plan de la collaboration en matière de recherche. De ceux-là, 80 pour cent ciblent la Chine, 62 pour cent les États-Unis, 62 pour cent l'Inde, 56 pour cent le Brésil, 53 pour cent l'Allemagne et 51 pour cent la France.

L'intérêt que manifestent la plupart des universités canadiennes pour la Chine dans leurs activités d'internationalisation et leur planification constitue l'observation la plus frappante. D'une part, un intérêt si commun est amplement justifié par l'immense population de la Chine, sa puissance économique et ses ambitions dans la sphère mondiale. Il manque toutefois un élément crucial pour boucler la boucle : l'intérêt des étudiants canadiens à vivre une expérience internationale en Chine. Trouver des moyens de combler cette lacune et parvenir à envoyer un plus grand nombre d'étudiants en Chine (et vers d'autres pays asiatiques) représente un défi de taille.

D'autre part, la concentration des intérêts en Chine expose les universités à des risques, par exemple si les événements mondiaux devaient interrompre la mobilité des étudiants, des professeurs et des autres participants aux partenariats entre le Canada et la Chine. La mobilité des étudiants étrangers provenant de Chine devrait vraisemblablement diminuer dans les prochaines années



parce que les Chinois investissent pour accroître la taille de leur propre système d'enseignement supérieur et atteindre l'excellence.

Enfin, on observe aussi une discordance entre les pays définis comme des priorités dans la stratégie du gouvernement fédéral en matière d'éducation internationale de 2014 et les choix de destination des étudiants canadiens. Les universités canadiennes ouvrent la voie en mettant en œuvre des collaborations en matière de recherche et d'enseignement avec les pays définis comme des priorités par le gouvernement fédéral, soit le Brésil, la Chine, l'Inde, le Mexique, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient (y compris la Turquie) et le Vietnam. Toutefois, pour tirer le plein potentiel de relations durables avec ces puissances émergentes, il faudra inciter un plus grand nombre d'étudiants canadiens à saisir les occasions offertes dans ces régions du globe.

Conclusion

Comme le démontrent les résultats de l'enquête de 2014 de l'AUCC, l'internationalisation est devenue un élément central des activités des universités canadiennes. Les partenariats et les programmes à l'étranger augmentent, un nombre accru d'étudiants étrangers choisissent le Canada, et on constate un essor de la collaboration des chercheurs canadiens avec leurs collègues étrangers. Le renforcement, la coordination et l'évaluation de ces activités figurent tout en haut de la liste des priorités des administrateurs des universités canadiennes. Parallèlement, ces observations soulèvent de nombreux points à explorer et à suivre.

Malgré les ambitions partagées par les universités, les entreprises et les gouvernements canadiens, y compris par la stratégie du gouvernement fédéral en matière d'éducation internationale, la faible hausse de la mobilité étudiante suggère le besoin d'améliorer la coordination entre toutes les parties concernées. De plus, les étudiants ne semblent pas privilégier les régions du monde avec lesquelles les universités, les entreprises et les gouvernements souhaitent tisser davantage de liens (c'est-à-dire la Chine et d'autres puissances émergentes d'Asie et d'Amérique latine). Pour mieux comprendre les raisons de cette discordance géographique, il faudrait pousser la réflexion sur la perception qu'ont les étudiants canadiens des obstacles à la mobilité à l'étranger, sur leurs raisons de continuer de préférer les mêmes destinations, ainsi que sur les mécanismes liés aux établissements et aux politiques qui pourraient contribuer à élargir l'éventail des destinations étudiantes. La hausse de l'aide financière et des modifications aux programmes pourraient toutes deux être des solutions.

L'intérêt commun des universités et du gouvernement à recruter un plus grand nombre d'étudiants étrangers semble prometteur pour l'augmentation du nombre d'inscriptions. Les chances de réussite de ces étudiants sont beaucoup plus grandes si une gamme complète de services de soutien leur est offerte. En offrant des services de soutien appropriés et adéquats, les universités contribueront à garantir que le Canada maintienne sa bonne réputation de destination de qualité pour les étudiants étrangers.

Par ailleurs, les problèmes liés à l'équité et à l'accès soulèvent aussi des questions. Tous les étudiants canadiens peuvent-ils profiter équitablement des occasions de vivre des expériences à l'étranger? Il faudra pousser la recherche pour déterminer quels étudiants profitent réellement de ces occasions et comment offrir

cette possibilité à un plus grand nombre d'entre eux. Dans le même ordre d'idée, étant donné que la vaste majorité des étudiants continueront de demeurer au Canada pour étudier, il serait également utile d'approfondir la réflexion sur l'internationalisation locale afin que tous puissent bénéficier de certains des avantages de l'internationalisation.

Alors que les activités d'internationalisation des universités canadiennes augmentent et mûrissent, les dirigeants des établissements sont maintenant prêts à réfléchir aux enjeux liés aux valeurs, aux avantages et aux risques qui prévalent de plus en plus dans les discussions mondiales sur l'enseignement supérieur. Bien que le renforcement des liens internationaux continuera de servir plusieurs intérêts chez diverses parties concernées, toutes les parties auront avantage à s'assurer que les valeurs fondamentales des universités, la qualité et l'équité demeurent des considérations primordiales.

À titre d'association nationale représentant les universités canadiennes, l'AUCC continuera de surveiller et de soutenir les activités d'internationalisation de ses établissements membres. En cette période où évoluent le contexte mondial et la discussion sur l'enseignement supérieur, nous continuerons de faire progresser le dialogue sur l'internationalisation et de discuter des enjeux qui touchent aux activités d'internationalisation de nos établissements membres avec les différentes parties concernées canadiennes et étrangères.

Bien que le renforcement des liens internationaux continuera de servir plusieurs intérêts chez diverses parties concernées, toutes les parties auront avantage à s'assurer que les valeurs fondamentales des universités, la qualité et l'équité demeurent des considérations primordiales.

Annexe A**Membres du comité consultatif de l'enquête sur l'internationalisation**

Sara Diamond

rectrice, OCAD University

Eva Egron-Polak

secrétaire générale et directrice exécutive,
Association internationale
des universités (AIU)

Rhonda Friesen

gestionnaire du bureau des
relations internationales,
University of Manitoba

Robin Helms

spécialiste de programme principale
pour les initiatives de recherche,
American Council on Education (ACE)

Kris Olds

professeur et chef du département
de géographie,
Université du Wisconsin-Madison

Daniel Woolf

principal et vice-chancelier,
Queen's University

Annexe B**Établissements membres de l'AUCC
qui ont répondu à l'enquête**

Brandon University
Brescia University College
Brock University
Campion College
Canadian Mennonite University
Cape Breton University
Carleton University
Collège militaire royal du Canada
Collège universitaire dominicain
Concordia University of Alberta
Dalhousie University
École de technologie supérieure
École Polytechnique de Montréal
HEC Montréal
Huron University College
Institut national de la recherche
scientifique
Kwantlen Polytechnic University
Lakehead University
MacEwan University
McMaster University
Memorial University of Newfoundland
Mount Allison University
Mount Royal University
Mount Saint Vincent University
Nipissing University
NSCAD University
OCAD University
Queen's University
Royal Roads University
Ryerson University
Saint Mary's University
Simon Fraser University
St. Francis Xavier University
St. Jerome's University
St. Paul's College
St. Thomas More College
St. Thomas University
TÉLUQ
Thompson Rivers University
Trent University
Trinity Western University
Université Concordia
Université de Moncton
Université de Montréal
Université de Saint-Boniface
Université de Sherbrooke
Université de Sudbury
Université d'Ottawa
Université du Québec à Chicoutimi
Université du Québec à Montréal
Université du Québec à Rimouski
Université du Québec à Trois-Rivières
Université du Québec en Outaouais
Université McGill
Université Sainte-Anne
University of Alberta
The University of British Columbia
University of Calgary
University of Guelph
University of King's College
University of Lethbridge
University of Manitoba
University of New Brunswick
University of Ontario Institute of
Technology
University of Prince Edward Island
University of Regina
University of Saskatchewan
University of the Fraser Valley
University of Toronto
University of Victoria
University of Waterloo
Vancouver Island University
Victoria University
Western University
Wilfrid Laurier University

Association des universités et collèges du Canada
350 rue Albert, bureau 1710, Ottawa, Ontario K1R 1B1, Canada

Tél: 613-563-1236 Courriel: info@aucc.ca
www.aucc.ca